

*Bulletin trimestriel*

# *Conjoncture économique*

**N° 141 - Statistiques au 31/12/2009**

**Nouvelle-Calédonie**



L'Institut d'émission d'outre-mer est **la banque centrale** de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure **l'émission de la monnaie** ayant cours légal dans ces territoires : **le franc CFP** (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

- Il veille au bon fonctionnement du **système bancaire** en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

- Il conduit une **politique monétaire** visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du **refinancement**, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.

- Il joue un rôle d'**observatoire économique** permanent en réalisant des enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et deux bulletins trimestriels de **conjoncture**. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan **économique et financier** de chaque territoire et établit la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française (article 56 du titre 5 de la loi pour le développement économique des outre-mer - LODEOM).

- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : **cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques**, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée **la convertibilité du F CFP en euro** et la liberté des transferts.

- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de **la sécurité des moyens de paiement** et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.

- De plus, l'IEOM assure, en Nouvelle-Calédonie, dans ses locaux, **le secrétariat de la Commission de surendettement** des particuliers depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

- Le dispositif de **médiation du crédit** a été mis en place en Nouvelle-Calédonie en novembre 2008. Il est semblable à celui déployé en métropole, la fonction de médiateur étant occupée par le directeur de l'agence. Le dépôt d'un dossier se fait au travers de la plate-forme internet élaborée pour la circonstance : <http://www.mediateurducredit.fr>



## Synthèse

4

- 1- La conjoncture internationale et métropolitaine
- 2- La conjoncture régionale
- 3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

4  
5  
5

## Annexes statistiques

11

### 1- Les ménages

12

- 1-1 L'évolution de la consommation des ménages
- 1-2 L'investissement immobilier des ménages
- 1-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

12  
13  
13

### 2- Les entreprises par secteur

14

- 2-1 L'investissement des entreprises
- 2-2 L'investissement des entreprises sur les douze prochains mois
- 2-3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

14  
15  
16

### 3- Indicateurs macro-économiques

17

- 3-1 Les indicateurs macro-économiques

17

### 4- Les secteurs d'activité

19

- 4-1 Vue d'ensemble
- 4-2 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture
- 4-3 Industries
- 4-4 Industries minières et métallurgiques
- 4-5 Bâtiment et travaux publics
- 4-6 Commerce
- 4-7 Hôtellerie - Tourisme
- 4-8 Services aux entreprises

19  
20  
22  
24  
27  
29  
31  
33

## Note méthodologique

35

**1- La conjoncture internationale et métropolitaine****Arrêt de la contraction de l'économie mondiale et signes de redressement de l'activité**

Au quatrième trimestre, l'économie mondiale a poursuivi son retour à la croissance. La production mondiale a continué à progresser et les échanges extérieurs se sont accrus. La hausse des prix a retrouvé un rythme positif à l'échelle mondiale, en liaison avec la progression des prix des matières premières sur l'année 2009.

L'économie **américaine** a continué de se redresser au quatrième trimestre avec une croissance de son PIB de +5,7 % en rythme annualisé<sup>1</sup>, après +2,2 % au troisième trimestre. En revanche, sur l'année 2009, le PIB est en chute de 2,4 %. La croissance reste malgré tout fragile car son principal moteur a été le ralentissement des déstockages des entreprises (60 % de cette progression). La hausse de la consommation finale des ménages s'est modérée mais l'investissement des entreprises a progressé pour la première fois après plus d'un an de baisse. Le taux d'inflation est de 2,7 % en glissement annuel fin décembre 2009. Le marché du travail s'est légèrement amélioré, le taux de chômage revenant à 9,7 % en janvier 2010, après 10,2 % en octobre 2009. Les taux d'intérêt directeurs de la Réserve Fédérale sont maintenus à leurs niveaux exceptionnellement bas (entre 0 et 0,25 %).

Le **Royaume-Uni** a renoué avec une croissance positive au quatrième trimestre (+0,1 %) tandis que l'inflation s'est sensiblement accélérée, s'établissant à 2,9 % en décembre 2009.

La croissance de la **zone euro** a ralenti en fin d'année 2009 (+0,1 % au dernier trimestre après +0,4 % au trimestre précédent), en raison notamment d'une stagnation en Allemagne. Sur l'ensemble de l'année, le PIB de la zone a baissé de 4 %. La production industrielle est en reprise au cours du second semestre 2009, mais la fin de l'année est en retrait avec une baisse de 1,7 % en décembre. Le taux d'inflation sur un an s'établirait à 1 % en janvier 2010 après 0,9 % en décembre. Le taux de chômage a continué de progresser pour atteindre 10 % en décembre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En **France**, le PIB s'est accéléré au quatrième trimestre : +0,6 % après +0,2 %, mais sur l'année il est en recul de 2,2 %, soit la baisse la plus importante depuis l'après guerre. La croissance est portée par la consommation des ménages (+0,9 % après +0,1 %) et le ralentissement du déstockage des entreprises, mais l'investissement des entreprises a continué de baisser et le solde commercial s'est dégradé du fait d'une baisse sensible des exportations (aéronautiques notamment) et d'une accélération des importations. La production a augmenté légèrement plus qu'au trimestre précédent, tirée notamment par l'énergie et les services aux entreprises. La baisse de l'emploi salarié des secteurs marchands s'est poursuivie mais de façon moins marquée qu'au trimestre précédent et l'intérim est resté dynamique ; sur un an, l'emploi a baissé de 2,5 %. L'inflation continue d'être maîtrisée (+0,3 % sur un an en décembre).

Dans la plupart des **pays émergents**, la reprise s'est poursuivie. En Amérique latine, les principales économies ont montré des signes de renforcement de leur activité, tandis que la hausse annuelle des prix à la consommation s'est légèrement accentuée.

<sup>1</sup> Soit par rapport au troisième trimestre 2009 une croissance de 1,4 %.

## 2- La conjoncture régionale

De nouveau supérieure aux prévisions, la croissance **japonaise** s'est élevée à 1,1 % en rythme trimestriel sur le dernier trimestre 2009. Sur un an, elle est en hausse de 4,6 %. L'économie a été stimulée par des exportations toujours bien orientées mais surtout par la reprise des investissements des entreprises et une consommation finale des ménages robuste.

L'activité économique s'est accélérée en **Chine** au quatrième trimestre 2009, avec une progression du PIB de 10,7 % en rythme annuel (contre 8,9 % au troisième trimestre 2009). Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB a crû de 8,7 %. La valeur ajoutée du secteur primaire n'a augmenté que de 4,2 %, contre 9,5 % et 8,9 % respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire. Le Bureau national des Statistiques a, principalement, attribué cette reprise à la mise en œuvre d'une politique fiscale proactive, d'une politique monétaire souple et d'un plan de relance du gouvernement. L'indice chinois des prix à la consommation a affiché une hausse en janvier 2010 de 1,5 % en glissement annuel. La Banque centrale de Chine a relevé, une nouvelle fois, le taux des réserves obligatoires pour les grandes banques afin de renforcer le contrôle du crédit. L'institution a ainsi annoncé une hausse de 50 points de base prenant effet le 25 février.

La croissance de l'économie **australienne** s'est poursuivie au troisième trimestre au rythme de +0,2 %, après +0,6 % au trimestre précédent, principalement sous l'effet des hausses des dépenses des ménages (+0,7 %) et de l'investissement public (+6,2 %). Son taux d'inflation est resté modéré sur l'année, à 2,1 %. Le taux de chômage s'établit à 5,3 % en janvier 2010 après avoir atteint 5,8 % en octobre 2009. Ces résultats confirment la bonne résistance de l'Australie à la crise. La banque centrale d'Australie a néanmoins décidé, le 2 février, de laisser inchangé son taux directeur à 3,75 %, après trois relèvements au dernier trimestre 2009.

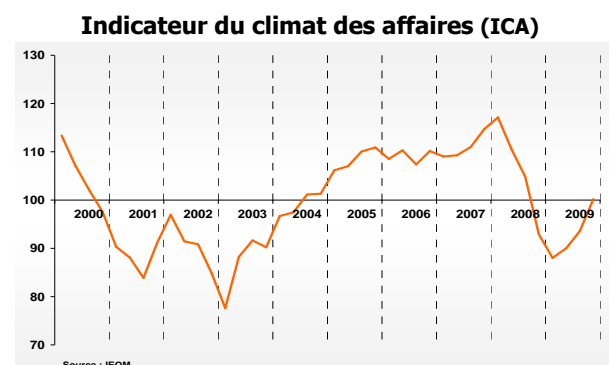
Le PIB **néo-zélandais** a progressé au troisième trimestre 2009, pour le second trimestre consécutif (+0,2 % par rapport au trimestre précédent). Il a toutefois chuté de 2,2 % sur un an. La Nouvelle-Zélande a enregistré au dernier trimestre 2009, un taux de chômage de 7,3 %, le plus élevé depuis dix ans. La hausse du chômage est imputable, selon le gouvernement néo-zélandais, à l'augmentation du nombre de personnes entrant dans la population active mais ne trouvant pas d'emplois. L'indice des prix à la consommation néo-zélandais a reculé de 0,2 % au quatrième trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent. La Banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 28 janvier, son taux directeur à 2,50 %.

## 3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

### 3.1. – Introduction : Un léger mieux au 4<sup>ème</sup> trimestre

Au 4<sup>e</sup> trimestre, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse nettement (+6,6 points). Il retrouve ainsi son niveau de longue période. L'aisance de la trésorerie des entreprises et de meilleures perspectives d'activité avec des prévisions d'embauches sont à l'origine de cette amélioration. Le seul bémol concerne les prévisions d'investissement qui restent très prudentes. Le manque de confiance des agents économiques, qui avait grippé les moteurs de la croissance en 2009, semble s'estomper.

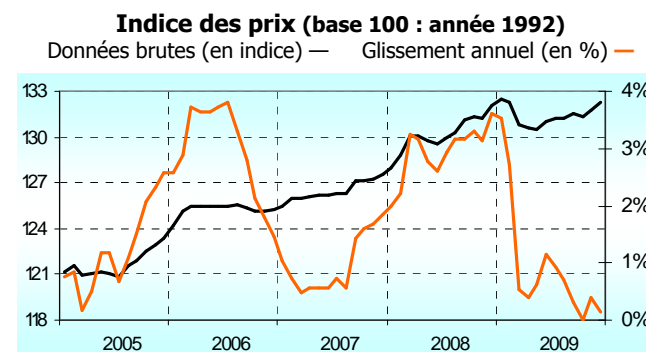
Malgré la persistance de quelques doutes, les perspectives pour l'année 2010 sont donc encourageantes. L'entrée en production de l'usine de Vale inco, la montée en puissance du chantier de l'usine du Nord avec l'arrivée des premiers modules en provenance de Chine, la construction des équipements pour les jeux du Pacifique et le relèvement du SMG devraient avoir un impact positif direct sur l'emploi, la consommation, la balance commerciale et les finances publiques et indirect sur le moral des acteurs économiques. Certes, des incertitudes pèsent toujours sur l'évolution des cours du nickel car les niveaux des stocks mondiaux sont exceptionnellement élevés et le maintien actuel des cours dépendra, pour beaucoup, de la vigueur de la reprise mondiale même si les analystes anticipent le retour d'un cycle haussier des matières premières. Si ce retour est favorable au secteur du nickel, il pourrait être générateur d'inflation alors même que la hausse récente du SMG, par effet indirect, est susceptible de créer un début de tension sur les prix. Il faudra suivre, également, l'évolution des secteurs du tourisme et de l'aquaculture, sur lesquels le territoire fonde quelque espoir mais qui ont connu une fin d'année difficile.



Source : IEOM : Enquête de conjoncture

### 3.2. – Les prix

Au cours de l'année 2009, l'inflation a nettement ralenti, passant de +3,7 % à +0,2 % en glissement annuel. Elle s'établit en moyenne sur l'année 2009 à +0,9 % contre +3 % l'année précédente. La forte baisse des prix mondiaux des carburants explique pour une large part cette évolution. Le poste « Essence, Gazole et lubrifiants » a ainsi diminué de 15,1 % en un an ; les articles d'habillement et chaussures ont continué de se déprécier (-5 %) ; les produits alimentaires se sont appréciés de 1 % contre +4,6 % à la même période de l'année dernière, sous l'effet de la forte baisse des cours des matières premières agricoles comme le blé, l'huile ou le riz, dont les cours moyens sur l'année 2009 ont reculé respectivement de 34 %, 37 % et 18 % par rapport à 2008.



Source : ISEE

Il faut également noter que l'indice sous-jacent<sup>1</sup> est passé, de janvier à décembre 2009, d'un rythme annuel de 2,6 % à 1,1 %, traduisant une diminution générale de la pression inflationniste.

Cependant, depuis la fin du mois d'octobre, les prix ont de nouveau accéléré avec trois hausses consécutives et une évolution en glissement annuel du sous-jacent passant de +0,8 % à fin octobre à +1,6 % à fin janvier. Le risque d'un retour d'une inflation marquée est donc possible, d'autant plus que le cours du pétrole est reparti à la hausse.

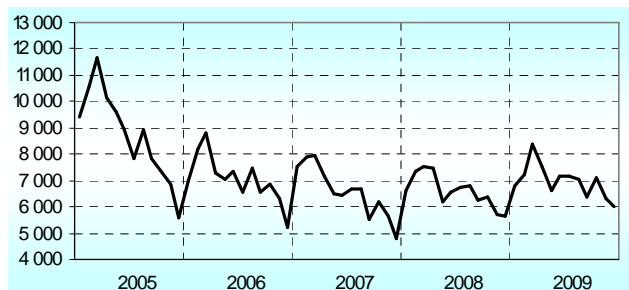
A l'instar de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice BT 21 a reculé significativement sur l'année (-4,7 % contre +9,7 % en 2008). Par effet induit, l'indice de révision des loyers (IRL)<sup>2</sup> a nettement ralenti, passant de +5,1 % à +0,7 % sur la même période. Ces évolutions conjuguées devraient avoir pour effet de diminuer la tension sur le marché de l'immobilier.

### 3.3. – Le marché du travail

Au 4<sup>e</sup> trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de progresser par rapport à l'année précédente : il s'élevait à 6 017 à la fin du mois de décembre, en hausse de 7 % en glissement annuel. Parallèlement, les offres nouvelles d'emploi, toujours portées par les différents projets –métallurgiques notamment- en cours et les créations d'entreprises (+10 %), ont progressé à un rythme soutenu (+5 %). Le nombre moyen de demandeurs d'emploi sur le 4<sup>e</sup> trimestre s'élevait à 6 489, en hausse de près de 10 % sur un an. Les Provinces Sud et des Îles ont vu le nombre de leurs demandeurs d'emploi progresser respectivement de 9 % et 46 %. La hausse enregistrée en Province Sud s'explique, pour partie, par la fin du chantier de l'usine du Sud mais également, de façon plus générale, par le ralentissement de la croissance de l'économie calédonienne et des offres d'emploi. D'ailleurs, d'après les premières données disponibles auprès de la CAFAT, l'emploi salarié créé au terme de l'année 2009 s'élève à un peu plus de 1 500, soit la progression la plus faible depuis 2003. Le 4<sup>e</sup> trimestre aura d'ailleurs été relativement atone (+30 salariés sur le trimestre).

La forte hausse des demandeurs d'emploi dans la Province des Îles loyautés est due à la montée en puissance des EPEFIP<sup>3</sup>. Le marché du travail en Province Nord continue d'afficher de bonnes performances : les offres d'emploi, en hausse de 90 %, restent dopées par la construction de l'usine du Nord et le développement de la zone VKP. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi sur le 4<sup>e</sup> trimestre dans cette région baisse de 3,2 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre.

#### Demandes d'emploi enregistrées en fin de mois



Source : IDCNC

<sup>1</sup> Il représente l'évolution du niveau général des prix, expurgée de sa composante conjoncturelle.

<sup>2</sup> L'IRL est une moyenne pondérée de l'indice des prix et de l'indice BT 21

<sup>3</sup> Etablissement Provincial de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle.

### 3.4. – La consommation des ménages

En 2009, les importations et immatriculations de voitures particulières ont fortement diminué (respectivement de -4 % et -8 %). Dans le même temps, les importations d'articles d'ameublement et d'habillement baissaient respectivement de 4 % et 1 %, traduisant un tassement de la demande des ménages.

Cependant, la fin de l'année a été mieux orientée. Les importations de produits de biens de consommation courante au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 ont été, par exemple, d'un niveau supérieur à celui du même trimestre de 2008. De même, les immatriculations du 4<sup>ème</sup> trimestre ont permis de limiter la baisse sur l'ensemble de l'année, avec une hausse significative de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au même trimestre de 2008.

Les encours bancaires des crédits à la consommation des ménages ont continué de progresser (+3,7 %) mais à un rythme un peu moins rapide qu'au trimestre précédent (+4,1 %). La situation de trésorerie des ménages semble s'améliorer : les incidents de paiement sur chèques continuent de diminuer tandis que le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire reste stable. Dans le même temps, les décisions de retrait de carte bancaire continuent d'augmenter mais à un rythme moins soutenu qu'au 3<sup>ème</sup> trimestre.

### 3.5. – L'investissement

#### ■ L'investissement immobilier des ménages

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, l'effritement de la croissance des encours des crédits à l'habitat des ménages, constaté depuis fin 2008, a cessé. Sur un an, la progression est de 8,2 % (après +8,3 % au trimestre précédent et +13,6 % en 2008).

Ce tassement résulte de la forte baisse des octrois de crédits à l'habitat : en 2009, 43 milliards de prêts ont été accordés à ce titre contre 54 milliards en 2008 sur ce type de marché.

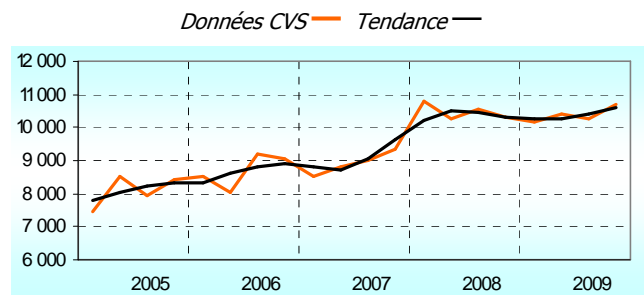
#### ■ L'investissement des entreprises

L'ensemble des indicateurs objectifs de l'investissement des entreprises sont mal orientés sur un an. C'est le cas notamment des importations de biens d'équipements et de véhicules utilitaires, qui reculent respectivement de 23 % et 25 %. Comme pour les ménages, les immatriculations de véhicules utilitaires du 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 enregistrent une hausse prometteuse de près de 8 % par rapport au trimestre précédent alors qu'elles étaient en baisse sur la même période ces sept dernières années.

Les prévisions d'investissements des chefs d'entreprises indiquent une poursuite de l'attentisme observé depuis un an. Ce relatif immobilisme affiché par les entrepreneurs se vérifie également dans l'évolution des encours des crédits d'investissement, qui continuent de ralentir significativement, passant de +9,3 % au 3<sup>ème</sup> trimestre à +6 % au 4<sup>ème</sup> trimestre.

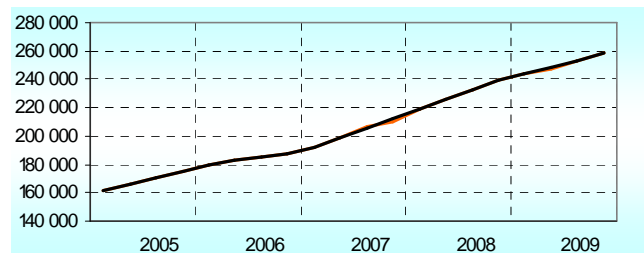
Les créations et cessations d'entreprises voient leur rythme de progression s'accroître pour le deuxième trimestre consécutif (respectivement de +10 % et +5 %). Les créations dépassant les cessations, le solde des créations s'élève au niveau record de 2 507 entreprises pour l'année 2009, soit une hausse de 16 % sur un an.

#### Importations de biens de consommation courante (en millions de F CFP)



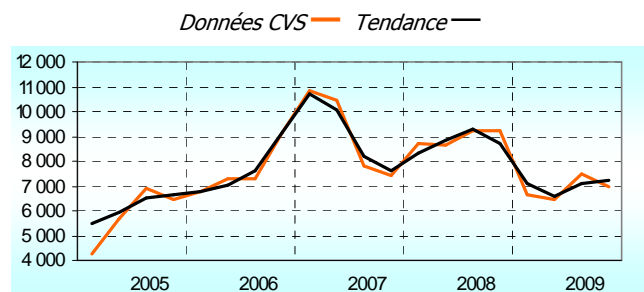
Sources : Service des douanes, ISEE

#### Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages) (en millions de F CFP)



Source : IEOM

#### Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)



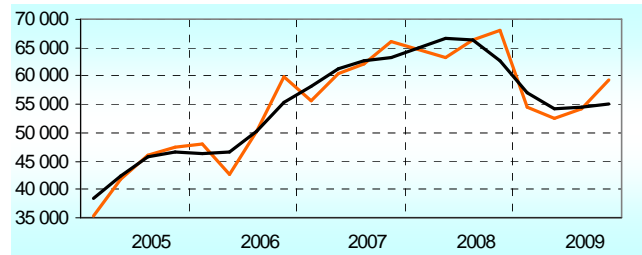
Source : ISEE

### 3.6. – Le commerce extérieur

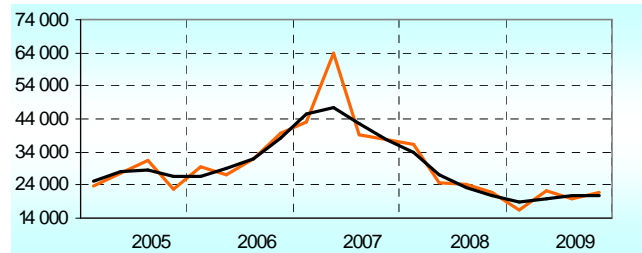
L'augmentation des prix du nickel et une légère amélioration de la demande ont permis un retournement à la hausse des importations et des exportations sur la fin de l'année. Les importations progressent ainsi de 9,5 % entre le 3<sup>ème</sup> et le 4<sup>ème</sup> trimestre alors que, pour les exportations, la progression est de 8,4 %. Le déficit de la balance commerciale de ce dernier trimestre de 2009 atteint 38 milliards de F CFP, contre 46 milliards pour le 4<sup>ème</sup> trimestre de 2008.

Le taux de couverture des importations par les exportations est stable entre le 3<sup>ème</sup> et le 4<sup>ème</sup> trimestre, à 36,4 %, contre 36,8 %. Ce dernier trimestre se situe donc dans la moyenne annuelle puisque, sur l'ensemble de l'année, le taux de couverture s'établit à 36,4 % (-4,4 points sur un an).

**Importations en valeur**  
(en millions de F CFP)



**Exportations en valeur**  
(en millions de F CFP)



Source : Douanes - ISEE

### 3.7. – Analyse sectorielle

#### ■ Industries minières et métallurgiques

Alors que la production de minerai a progressé de 14 % entre le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> trimestre 2009, elle continue néanmoins d'être en retrait de 7 % en glissement sur un an. Au premier trimestre, avec 990 milliers de tonnes humides extraites, la production de minerai avait été la plus faible enregistrée depuis 18 ans.

Elle est ensuite repartie à la hausse (+80 % entre le premier et le dernier trimestre) mais sans parvenir à rattraper sur l'année son niveau de 2008. Favorisé par la montée en puissance de l'usine POSCO de Gwangyang en Corée du Sud, le volume des exportations de minerai a bondi de 25 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre et de 15 % sur un an.

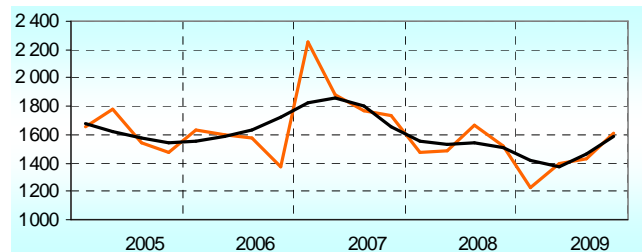
Après un bon dernier trimestre (+8 %) la production de métal de l'usine de Doniambo s'est finalement établie à 52 132 tonnes en 2009, en hausse de 2 % sur un an. Sur l'année, les exportations en volume enregistrent un léger recul (-2 %) du fait de la baisse des exportations de ferronickel (-4 %).

En dépit de sa forte appréciation depuis le début de l'année (+51 %), le cours moyen du nickel au LME sur l'ensemble de l'année est en nette baisse par rapport à celui de 2008 (-31 %). En conséquence, la valeur des exportations de minerai et de métal s'est inscrite en retrait respectivement de 22 % et 29 % sur un an. Le cours du nickel a connu deux phases en 2009 : après avoir fortement progressé jusqu'en août

(de 5 \$/lb en janvier à 9 \$/lb en août), il s'est stabilisé autour des 8 \$/lb sur la fin de l'année. Le rebond observé durant la première phase trouve son origine dans le retour de la confiance des investisseurs, grâce notamment aux plans de relance mis en place dans les grands États mais aussi à la forte reprise des économies émergentes asiatiques. D'après les spécialistes de ces marchés, on devrait assister à un nouveau cycle haussier des matières premières. Il convient néanmoins de rester prudent sur ces prévisions, compte tenu du niveau élevé des stocks mondiaux qui ont presque doublé en 2009, pour atteindre des niveaux historiquement hauts, à plus de 160 000 tonnes.

**Production de produits miniers**  
(en milliers de tonnes)

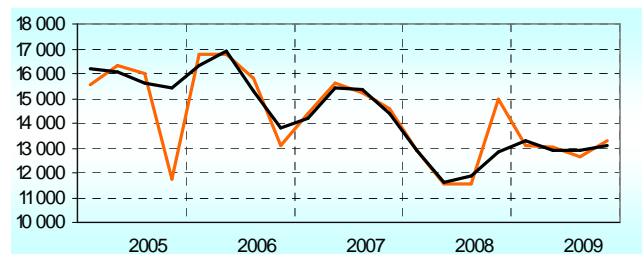
Données CVS — Tendence —



Source : Service des Mines

**Production de produits métallurgiques**  
(en tonnes)

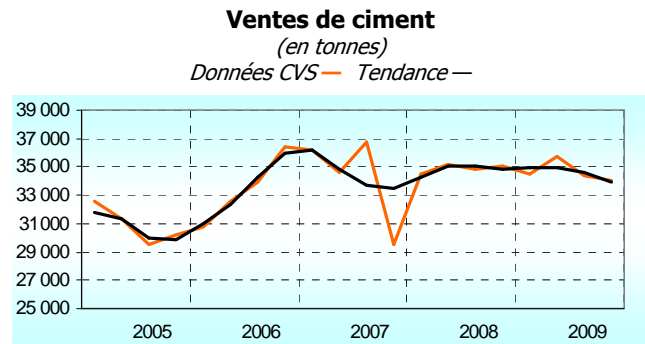
Données CVS — Tendence —



Source : Service des Mines

## ■ Bâtiment et travaux publics

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, les ventes de ciment ont légèrement diminué par rapport au trimestre précédent (-2,9 %). Sur l'ensemble de l'année, cet indicateur est relativement stable (-0,6 %). La montée en charge du chantier de l'usine du Nord, dont la consommation de ciment est passée de moins de 1 % du total des ventes à plus de 6 % à fin décembre, n'aura pas permis de compenser la fin du chantier de l'usine du Sud, excepté sur le 4<sup>ème</sup> trimestre. Ainsi, hors projets métallurgiques, les ventes de ciment progressent de 3 % sur l'ensemble de l'année, ce qui démontre le dynamisme de ce secteur d'activité, mais un léger tassement est observé sur le 4<sup>ème</sup> trimestre avec une baisse de 6 % de la consommation par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2008 et de 5 % par rapport au trimestre précédent.



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

Après avoir nettement ralenti sur plusieurs trimestres consécutifs, l'encours des crédits du BTP voit sa croissance accélérer de nouveau au 4<sup>ème</sup> trimestre. Il progresse de 10,4 % après 8,2 % au 3<sup>ème</sup> trimestre. L'encours global des crédits à la construction augmente également plus rapidement, passant de +27 % au 3<sup>ème</sup> trimestre à +39 % au 4<sup>ème</sup> trimestre. Cette accélération en fin d'année est cependant habituelle, car cette période correspond généralement au bouclage des opérations de défiscalisation.

## ■ Hôtellerie - Tourisme

Au terme d'une année qui s'est avérée exceptionnellement difficile pour le tourisme mondial<sup>1</sup>, ce secteur de l'économie calédonienne, qui avait dans un premier temps bien résisté, accuse le coup en fin d'année. La fréquentation touristique du territoire sur le 4<sup>e</sup> trimestre chute de 13 % par rapport à la même période l'année dernière, engendrant un déficit d'environ 4 000 touristes sur l'année. En conséquence, la fréquentation enregistre une baisse de 4 %, passant sous la barre symbolique des 100 000 touristes annuels. Cette contraction s'explique notamment par la baisse de la fréquentation des touristes en provenance de la métropole, principalement sur le 4<sup>e</sup> trimestre (-43 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008), alors que ces mêmes touristes avaient permis de compenser les baisses enregistrées sur les autres marchés émetteurs au cours du premier semestre. En liaison avec la crise économique touchant leurs pays, les touristes japonais et néo-zélandais ont été beaucoup moins nombreux qu'en 2008 (respectivement -6 % et -21 % sur un an). Le coefficient d'occupation des chambres et le nombre de nuitées ont suivi la même tendance et enregistrent des baisses respectivement de 3,3 points et 7,5 %.

En 2009, le nombre de croisiéristes s'établit à 131 231, en baisse de 14 % sur un an. Ce fléchissement s'explique lui aussi par des résultats décevants en fin d'année puisque, à fin octobre, le nombre cumulé de croisiéristes était encore supérieur de 6 % au cumul sur la même période de 2008. Cette baisse est cependant à relativiser car la fin de l'année 2008 avait été particulièrement favorable.

Conséquence de la conjoncture morose du secteur, les encours de crédit correspondants sont orientés à la baisse (-2 %) au 4<sup>ème</sup> trimestre.

## ■ Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

Après avoir été bien orientées jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre, les exportations de crevettes ont chuté au 4<sup>ème</sup> trimestre pour s'établir à 1 079 tonnes sur l'ensemble de l'année 2009, soit le plus faible volume exporté par la filière depuis 10 ans. Ce recul des exportations s'explique principalement par la diminution de la production locale, elle-même imputable à une dégradation de la productivité des fermes et à une production de post-larves inférieure aux prévisions initiales. En outre, la baisse du cours du dollar américain (-8 % sur un an) a rendu les exportations à destination des États-Unis non rentables.

Depuis les chutes de production enregistrées en 2005 et 2006, la filière bovine poursuit son redressement. Avec 2 444 tonnes de viandes abattues en 2009 (+7 % sur un an) le niveau reste cependant inférieur à celui d'avant la crise de 2005-2006. Il convient de souligner le soutien important apporté par les pouvoirs publics à ce secteur, avec notamment la mise en place d'une aide à la vache allaitante.

En 2009, les abattages et importations de viande porcine ont été relativement stables.

Les encours de crédits du secteur ont augmenté faiblement (+1 % au 4<sup>ème</sup> trimestre, après +3 % au trimestre précédent).

<sup>1</sup> Le nombre d'arrivées de touristes au niveau international est en recul de 4 % sur l'année 2009. En Asie et dans le Pacifique, la contraction a été de 2 % sur la même période. L'OMT prévoit une reprise du tourisme mondial en 2010, avec une hausse de la fréquentation comprise entre 3 % et 4 %.



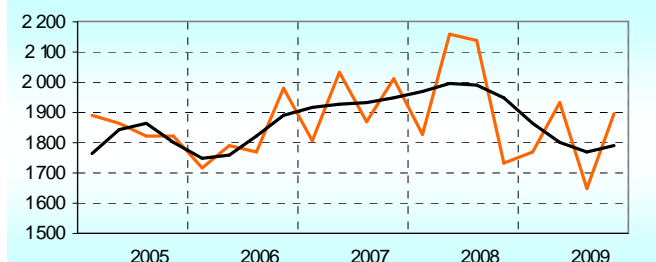
*Annexes  
Statistiques*

## -1 Les ménages

### 1-1 L'évolution de la consommation des ménages

#### Immatriculations de voitures particulières (en nombre)

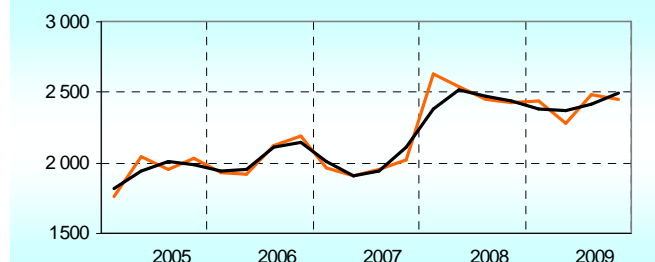
Données brutes — Tendence —



Source : Service des Mines

#### Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)

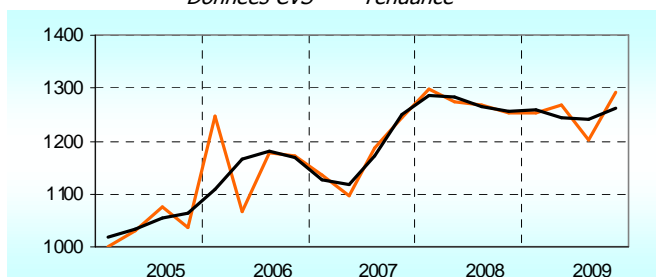
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes, ISEE

#### Import. d'art. d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)

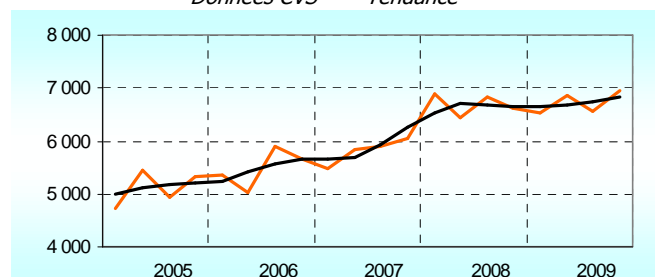
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes, ISEE

#### Import. de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)

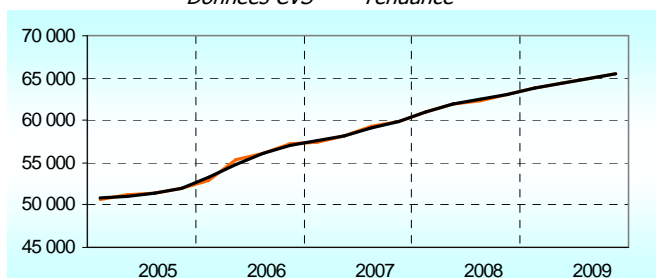
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes, ISEE

#### Encours crédits à la consommation des ménages (en millions de F CFP)

Données CVS — Tendence —



Source : IEOM

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>CONSOMMATION DES MENAGES (en millions de F CFP)</b>						
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison	2 463	2 760	+ 12,0%	10 004	9 649	- 3,6%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 649	1 897	+ 15,0%	7 853	7 246	- 7,7%
Importations de voitures de tourisme	4 166	3 683	- 11,6%	15 659	15 019	- 4,1%
Importations d'articles d'habillement et chaussures	1 078	1 240	+ 15,0%	5 096	5 024	- 1,4%
Importations de produits alimentaires, boissons et tabac	6 494	7 631	+ 17,5%	26 748	26 893	+ 0,5%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)</b>						
Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages	65 236	65 707	+ 0,7%	63 391	65 707	+ 3,7%

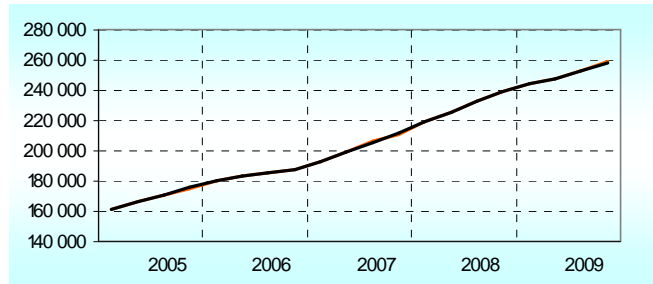
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

## 1-2 L'investissement immobilier des ménages

### Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)

(en millions de F CFP)

Données CVS — Tendence —



Source : IEOM

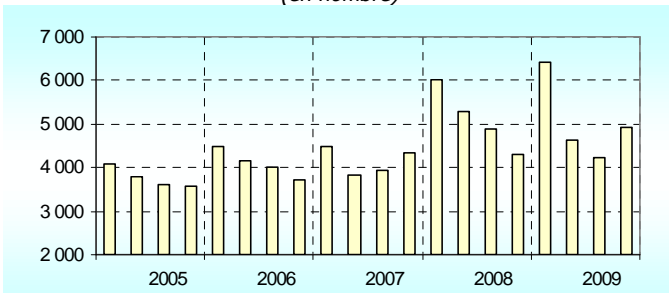
CONDITIONS DE FINANCEMENT	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
Encours des crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	250 726	260 763	+ 4,0%	241 031	260 763	+ 8,2%

Sources : ISEE, IEOM

## 1-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

### Incidents de paiement sur chèques

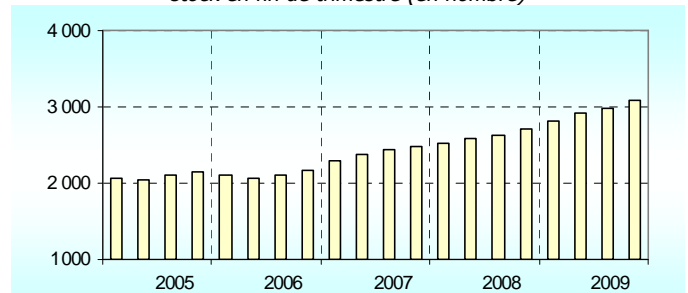
(en nombre)



Source : IEOM

### Décisions de retraits de cartes bancaires

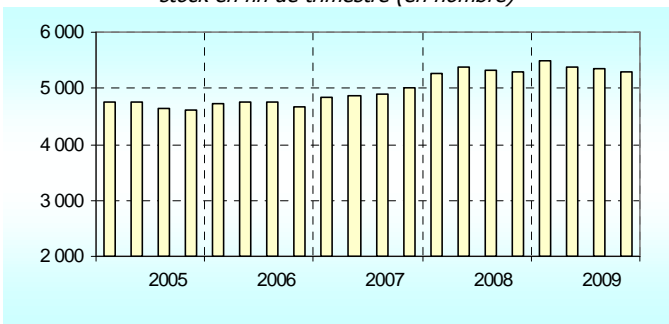
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

### Personnes physiques interdites bancaires

stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>INDICATEURS DE VULNERABILITE</b>						
Décisions de retrait de cartes bancaires (Cumul)	448	456	+ 1,8%	1 452	1 842	+ 26,9%
Incidents de paiement sur chèques (Cumul)	4 244	4 925	+ 16,0%	20 468	20 190	- 1,4%
	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (Stock)	5 336	5 288	- 0,9%	5 299	5 288	- 0,2%

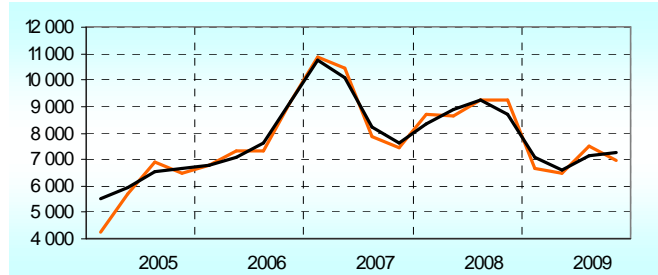
Source : IEOM

## -2 Les entreprises par secteur

### 2.1 – L'investissement des entreprises

#### Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)

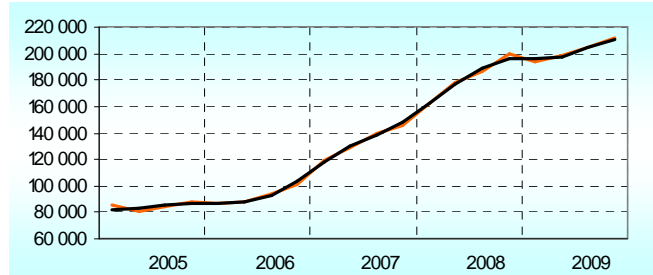
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des douanes, ISEE

#### Encours bancaires des crédits d'investissement (toutes zones en millions de F CFP)

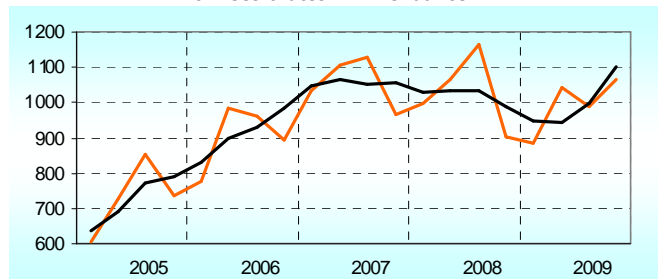
Données CVS — Tendence —



Source : IEOM

#### Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)

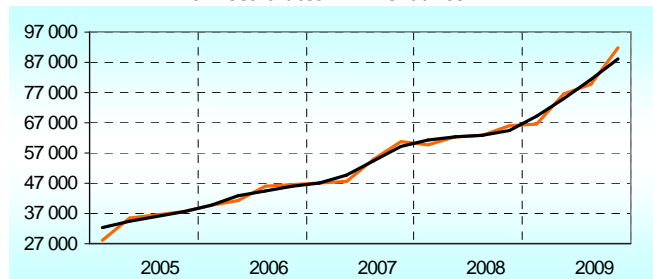
Données brutes — Tendence —



Source : Service des Mines

#### Crédits à la construction des entreprises (en millions de F CFP)

Données brutes — Tendence —

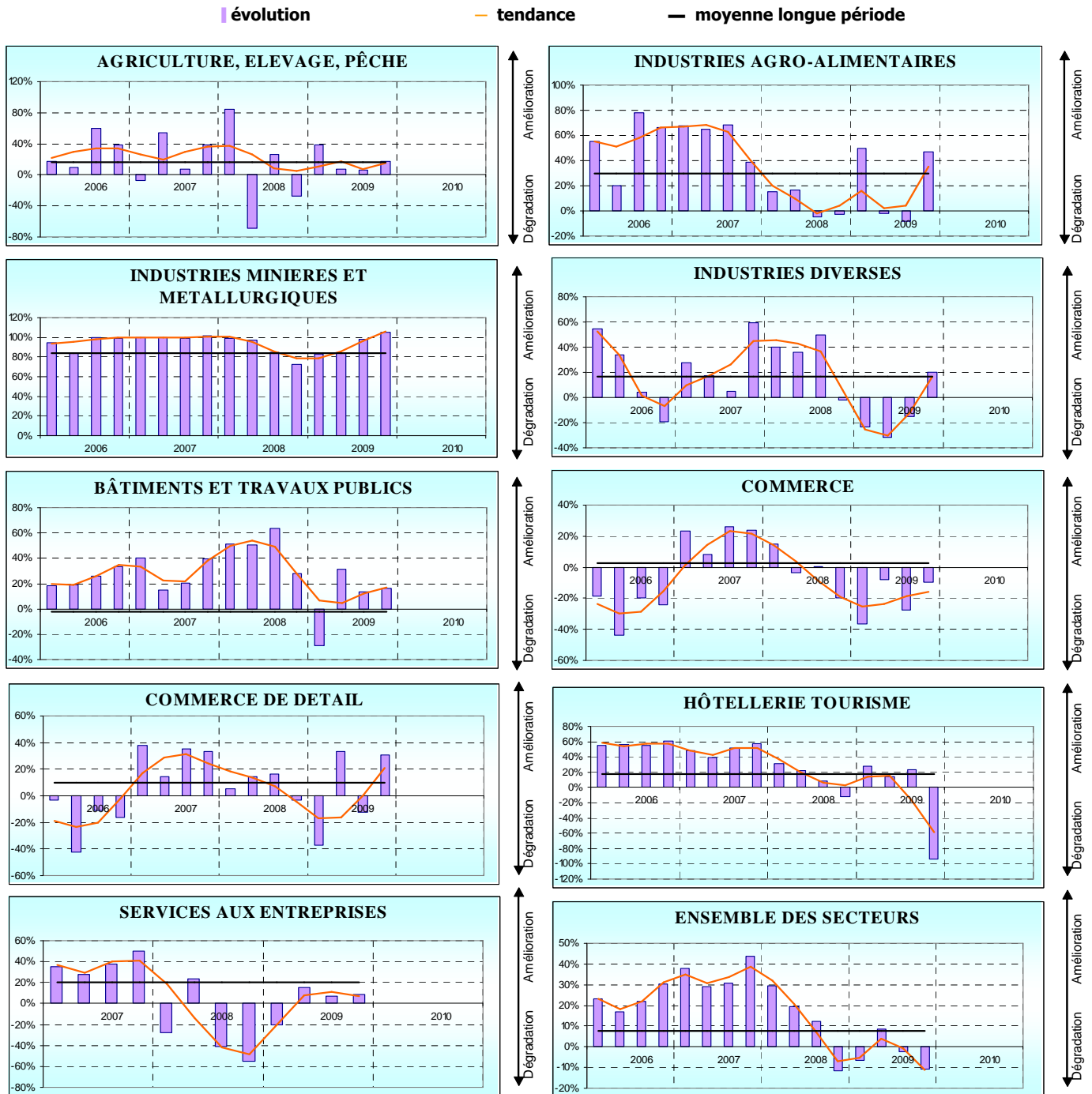


Source : IEOM

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES</b>						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	7 085	6 698	- 5,5%	35 701	27 506	- 23,0%
Importations de voitures utilitaires (en millions de F CFP)	1 998	2 037	+ 2,0%	12 062	9 015	- 25,3%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (en nombre)	986	1 063	+ 7,8%	4 131	3 977	- 3,7%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours des crédits d'investissement des entreprises (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	201 075	206 208	+ 2,6%	194 599	206 208	+ 6,0%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

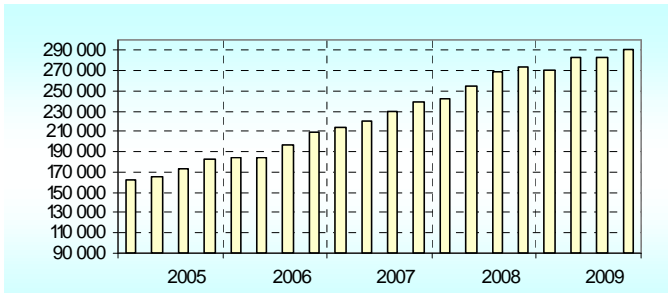
## 2.2 L'investissement des entreprises sur les douze prochains mois



## 2.3 - Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

### Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs

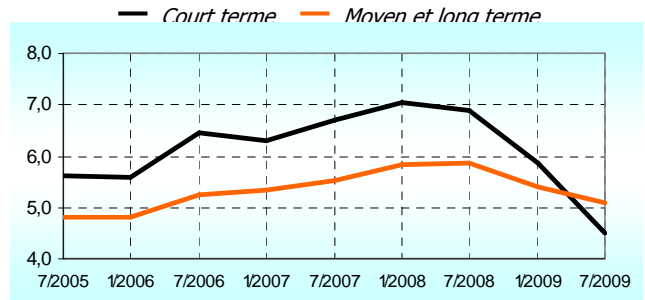
(en millions de F CFP)  
Données brutes



Source : IEOM

### Coût du crédit aux entreprises

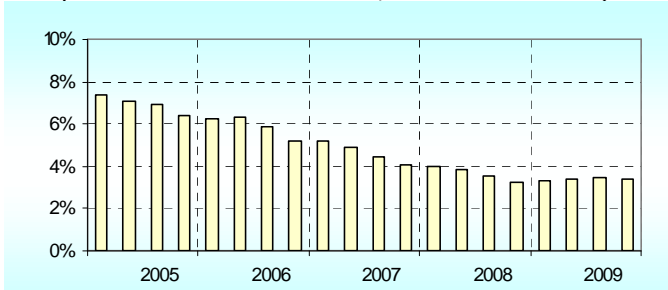
(Taux moyen pondéré, en %)



Source : IEOM

### Ensemble des secteurs

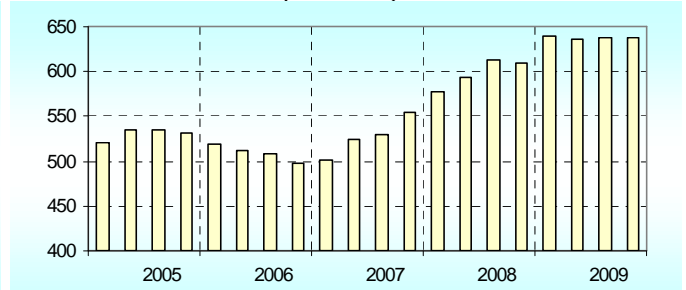
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

### Personnes morales interdites bancaires

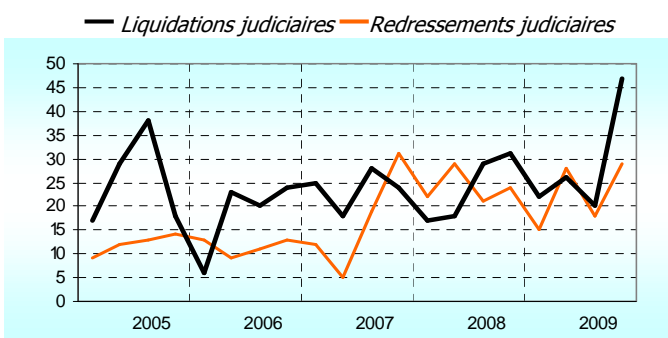
(en nombre)



Source : IEOM

### Redressements et liquidations judiciaires

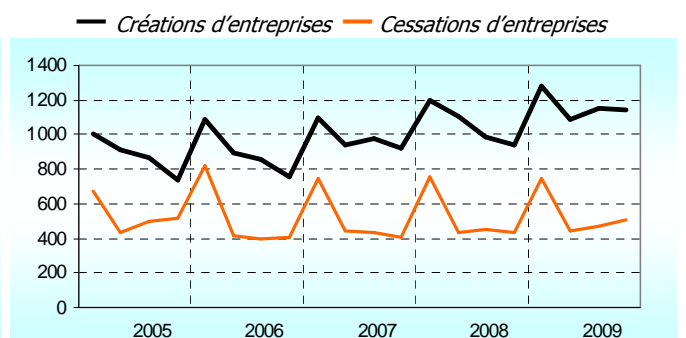
(en nombre)



Source : Tribunal Mixte de Commerce

### Créations et cessations d'entreprises

(en nombre)



	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>INDICATEURS DE VULNERABILITE</b>						
Redressements judiciaires (en nombre)	18	29	+ 61,1%	96	90	- 6,3%
Liquidations judiciaires (en nombre)	20	47	+ 135,0%	95	115	+ 21,1%
Créations d'entreprise (en nombre)	1 155	1 146	- 0,8%	4 237	4 675	+ 10,3%
Cessations d'entreprise (en nombre)	472	506	+ 7,2%	2 068	2 168	+ 4,8%

Source : Tribunal Mixte de Commerce

	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
<b>INDICATEURS DE VULNERABILITE</b>						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en %)	3,45%	3,37%	- 0,1 pts	3,24%	3,37%	+ 0,2 pts
Personnes morales en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	638	638	+ 0,0%	610	638	+ 4,6%

Source : IEOM

	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	282 291	291 063	+ 3,1%	273 143	291 063	+ 6,6%

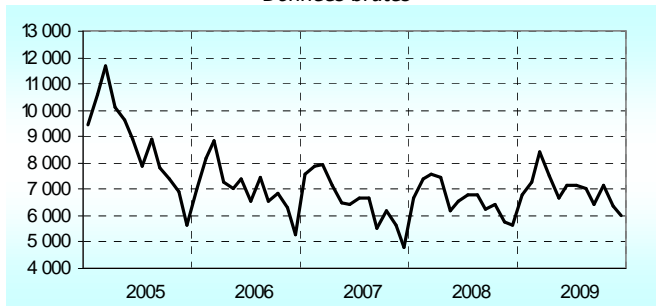
Source : IEOM

## -3 Indicateurs macro-économiques

### 3.1 - Les indicateurs macro-économiques

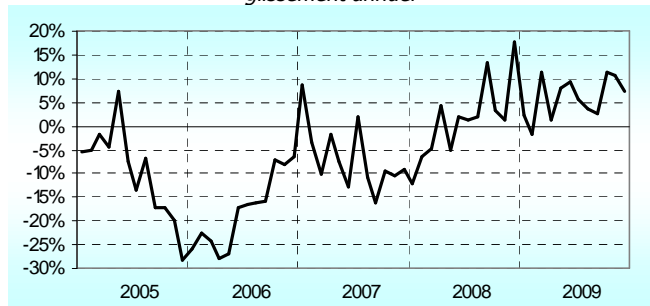
#### Demandes d'emploi en fin de mois (stock)

**Demandes enregistrées en fin de mois**  
Données brutes



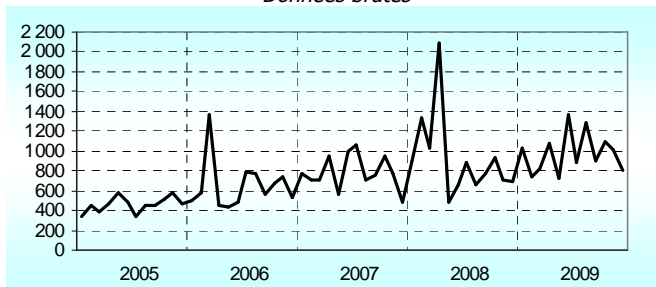
Source : IDCNC

**Variations demandes d'emploi mensuelles brutes**  
glissement annuel



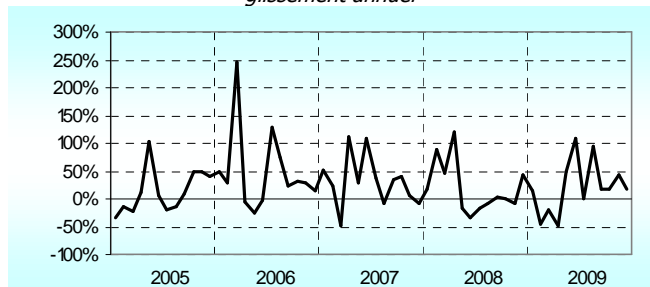
#### Nouvelles offres d'emploi enregistrées (flux)

**Nouvelles offres enregistrées**  
Données brutes



Source : IDCNC

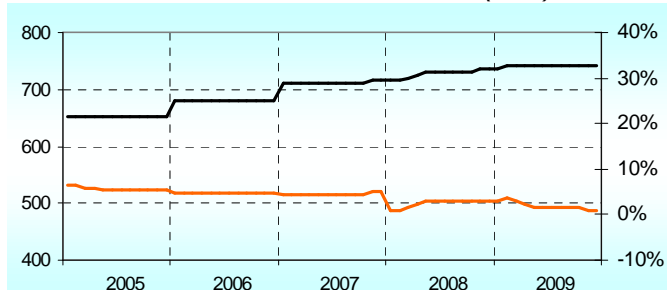
**Variations offres d'emploi mensuelles**  
glissement annuel



Source : IDCNC

#### Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)

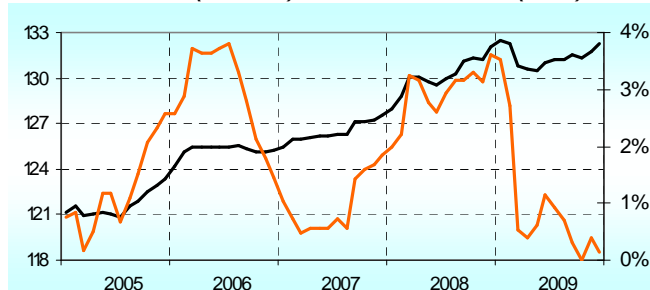
Données brutes — Glissement annuel (en %) —



Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

#### Indice des prix à la consommation

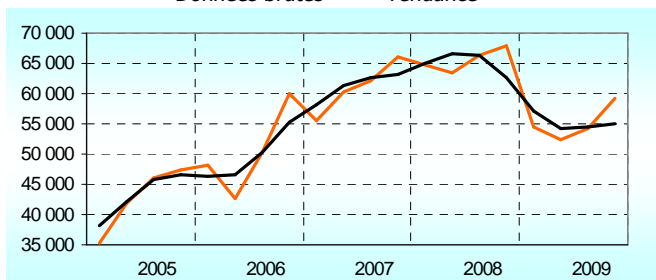
Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



Source : ISEE

#### Importations (en millions de F CFP)

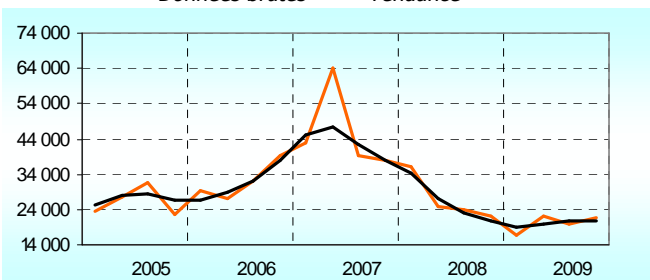
Données brutes — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

#### Exportations (en millions de F CFP)

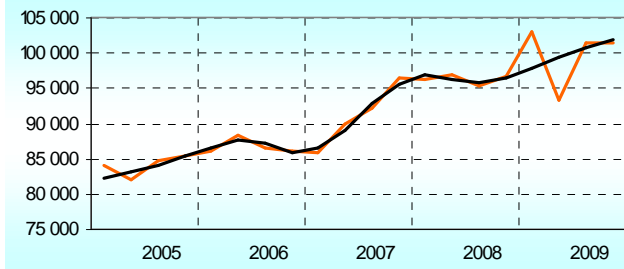
Données brutes — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

### Ventes d'électricité basse tension (en milliers de kWh)

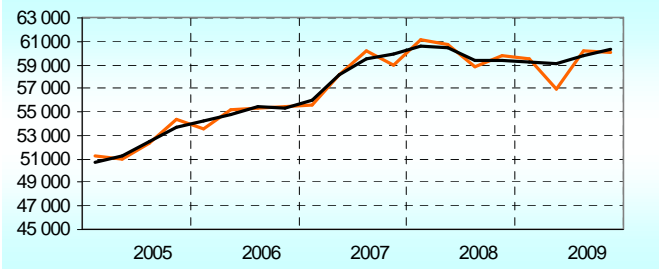
Données CVS — Tendence —



Sources : EEC - ENERCAL

### Ventes d'électricité moyenne tension (en milliers de kWh)

Données CVS — Tendence —



Sources : EEC - ENERCAL

	oct-2010	jan-2010	Variation (2) -(1) / (1)	Variation annuelle		
<b>PRIX (Source : ISEE)*</b>						
<b>Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 1992)</b>	131,30	133,90	+ 2,0%	+ 1,1%		
<small>* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)</small>						
	janv-07	nov-07	nov-08	févr-09	fév-2010	
<b>LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)</b>						
<b>Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)</b>	710,06	715,17	736,13	742,39	781,07	
	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>L'EMPLOI (Source : IDCNC)</b>						
<b>Statistiques de stock (en fin de mois)</b>						
<i>Demands d'emploi (dernier mois du trimestre)</i>	6 395	6 017	-5,9%	5 614	6 017	7,2%
<i>Demands d'emploi (moyenne du trimestre)</i>	6 852	6 489	-5,3%	5 910	6 489	9,8%
<b>Statistiques de flux (au cours du mois)</b>						
<i>Offres d'emplois nouvelles enregistrées</i>	3 075	2 905	-5,5%	11 131	11 729	5,4%
<b>Chômage (Source : CAFAT)</b>						
<b>Chômeurs indemnisés</b>	1 662	1 726	3,9%	1 391	1 726	24,1%
<b>COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE )</b>						
<b>Importations</b>						
<i>En valeur (en millions de F CFP)</i>	54 088	59 230	9,5%	262 188	220 223	-16,0%
<i>En volume (en tonnes)</i>	388 000	514 600	32,6%	1 801 800	1 662 600	-7,7%
<b>Exportations (p)</b>						
<i>En valeur (en millions de F CFP)</i>	19 899	21 567	8,4%	106 886	80 150	-25,0%
<i>En volume (en tonnes)</i>	1 102 157	1 362 576	23,6%	3 299 130	3 766 883	14,2%
<b>Taux de couverture des importations par les exportations en valeur</b>	<b>36,8%</b>	<b>36,4%</b>	<b>- 0,4 pts</b>	<b>40,8%</b>	<b>36,4%</b>	<b>- 4,4 pts</b>
<b>ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)</b>						
<b>Electricité produite (en millions de kWh)</b>						
<i>D'origine thermique</i>	624	493	-21,0%	1 964	2 223	13,2%
<i>D'origine hydraulique</i>	450	457	1,5%	1 459	1 719	17,8%
<i>D'origine éolienne</i>	169	30	-82,2%	487	486	-0,4%
	5	6	21,4%	17	18	0,6%
<b>Electricité consommée (en millions de kWh)</b>						
<i>Distribution S.L.N.</i>	614	481	-21,8%	1 847	2 087	13,0%
<i>Distribution E.E.C.</i>	395	299	-24,2%	1 191	1 305	9,6%
<i>Distribution ENERCAL</i>	167	137	-17,9%	497	604	21,5%
	52	44	-15,7%	159	178	11,7%
<b>Ventes d'électricité (en millions de kWh)</b>						
<i>Basse tension</i>	146	159	8,3%	626	635	1,6%
<i>Moyenne tension</i>	93	98	5,8%	385	399	3,6%
	54	60	12,6%	240	236	-1,7%

(p) Données provisoires pour l'année 2007

nd : non disponible

ns : non significatif

# - 4 Les secteurs d'activité

## 4.1 Vue d'ensemble

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 septembre 2009 (hors mines et métallurgie)

■ évolution     
 □ prévision     
 — tendance     
 — moyenne longue période

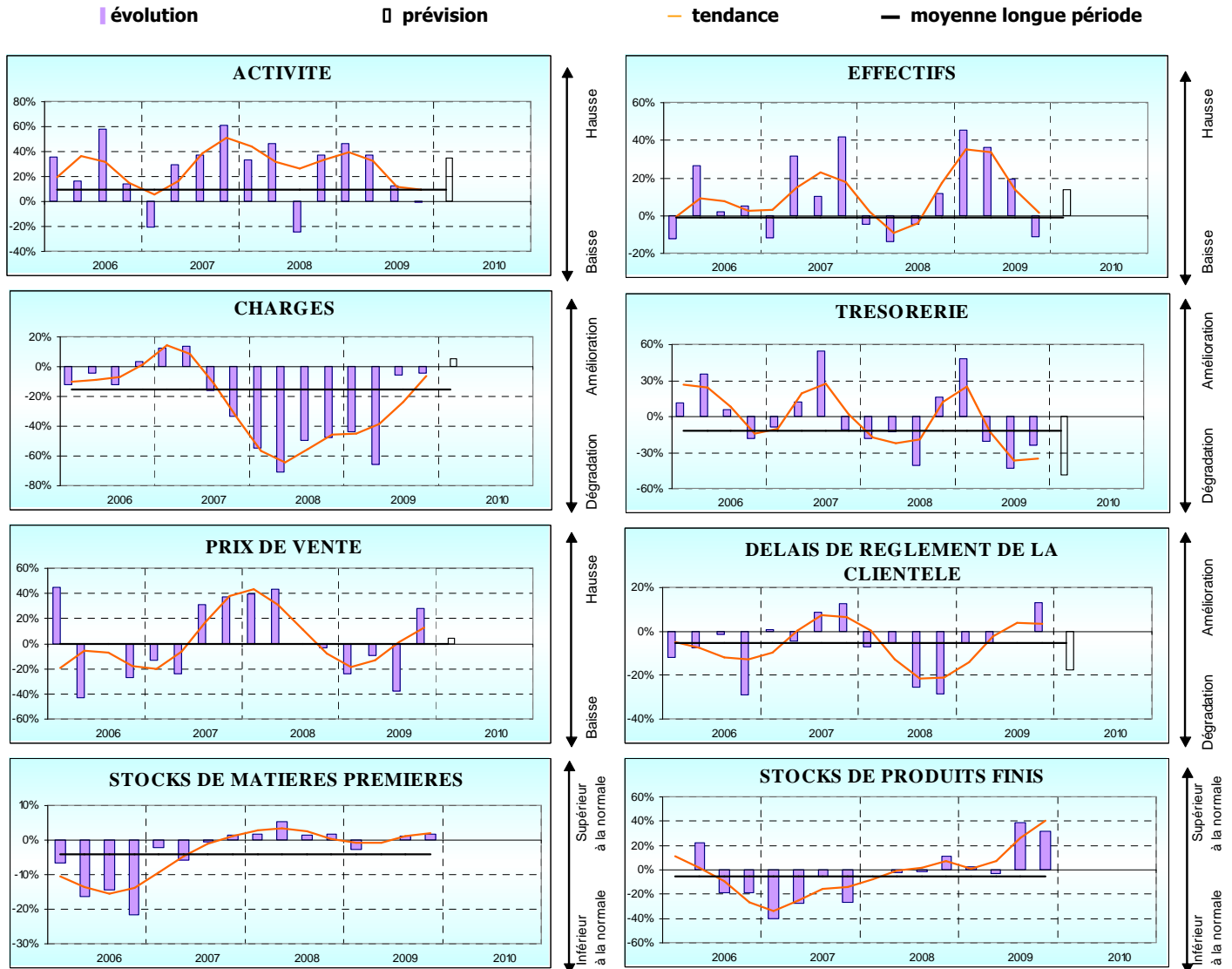


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 181 entreprises pour 140 réponses.

## 4-2 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » au 31 décembre 2009



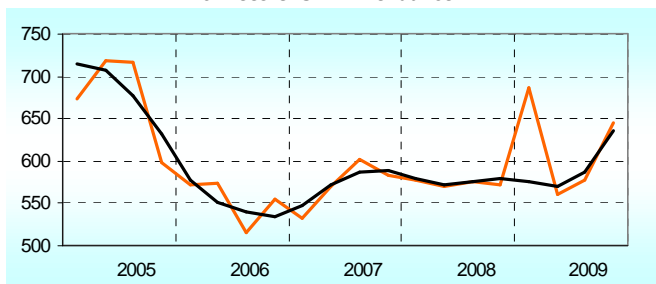
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF)</b>						
<b>Abattages contrôlés (en tonnes)</b>						
Viande bovine	638	682	+ 6,9%	2 295	2 444	+ 6,5%
Viande porcine	335	378	+ 12,8%	1 308	1 299	- 0,7%
<b>Importations de viandes</b>						
Viande bovine						
. en tonnes	463	434	- 6,3%	1 679	1 749	+ 4,2%
. en millions de F CFP	242	230	- 5,0%	872	857	- 1,7%
Viande porcine						
. en tonnes	111	75	- 32,4%	362	359	- 0,8%
. en millions de F CFP	32	27	- 15,6%	94	106	+ 12,8%
<b>AQUACULTURE (Source : ISEE)</b>						
Exportations de crevettes (en tonnes)	389	36	- 90,7%	1 295	1 079	- 16,7%
Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	517	41	- 92,1%	1 583	1 317	- 16,8%
<b>PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)</b>						
<b>Exportations de thons, crevettes et holothuries</b>						
. en tonnes	669	216	- 67,7%	2 144	2 045	- 4,6%
. en millions de F CFP	705	179	- 74,6%	2 267	2 014	- 11,2%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
<b>Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)</b>	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	9 806	9 697	- 1,1%	9 599	9 697	+ 1,0%

Sources : ISEE, IEOM

### Abattages de viande bovine (en tonnes)

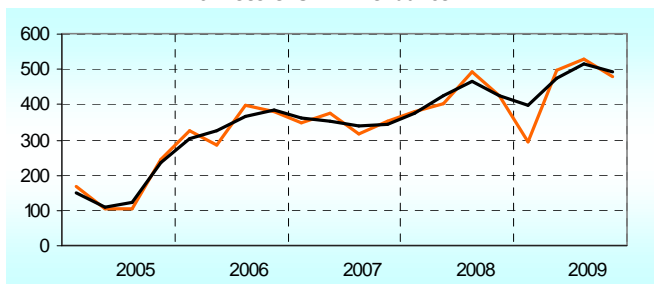
Données CVS — Tendence —



Source : OCEF

### Importations de viande bovine (en tonnes)

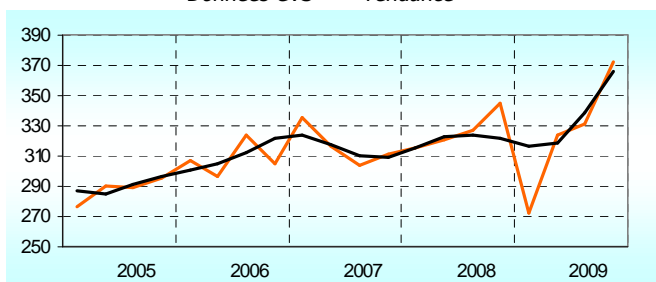
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

### Abattages de viande porcine (en tonnes)

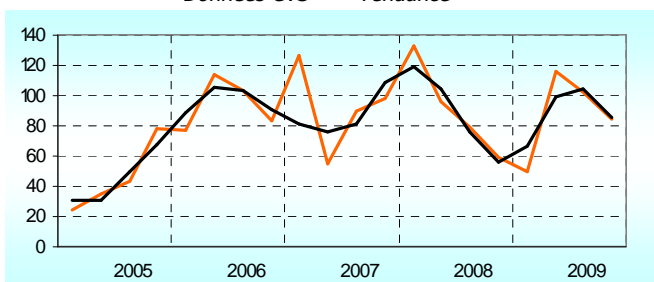
Données CVS — Tendence —



Source : OCEF

### Importations de viande porcine (en tonnes)

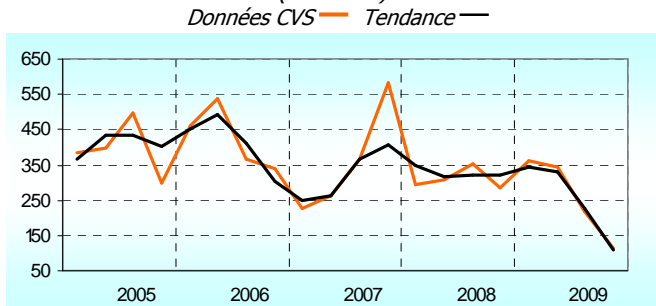
Données CVS — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

### Exportations de crevettes (en tonnes)

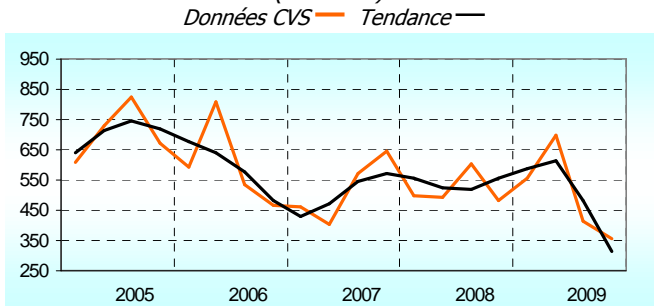
Données CVS — Tendence —



Source : ISEE

### Exportations de thons, crevettes et holothuries (en tonnes)

Données CVS — Tendence —

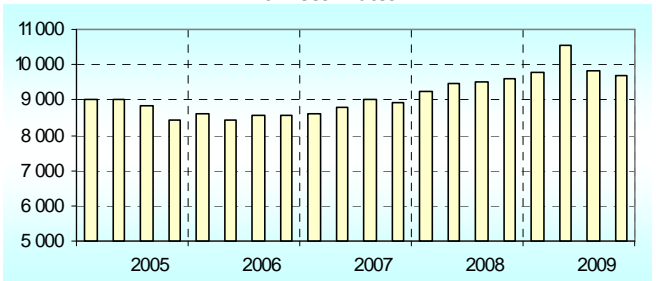


Source : Service des Douanes-ISEE

### Secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

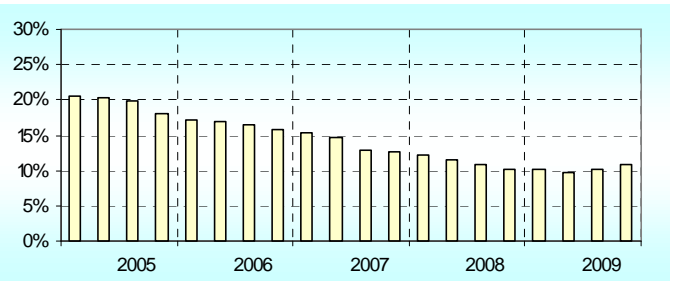
Données Brutes



Source : IEOM

### Secteur « Agriculture, pêche, élevage et aquaculture »

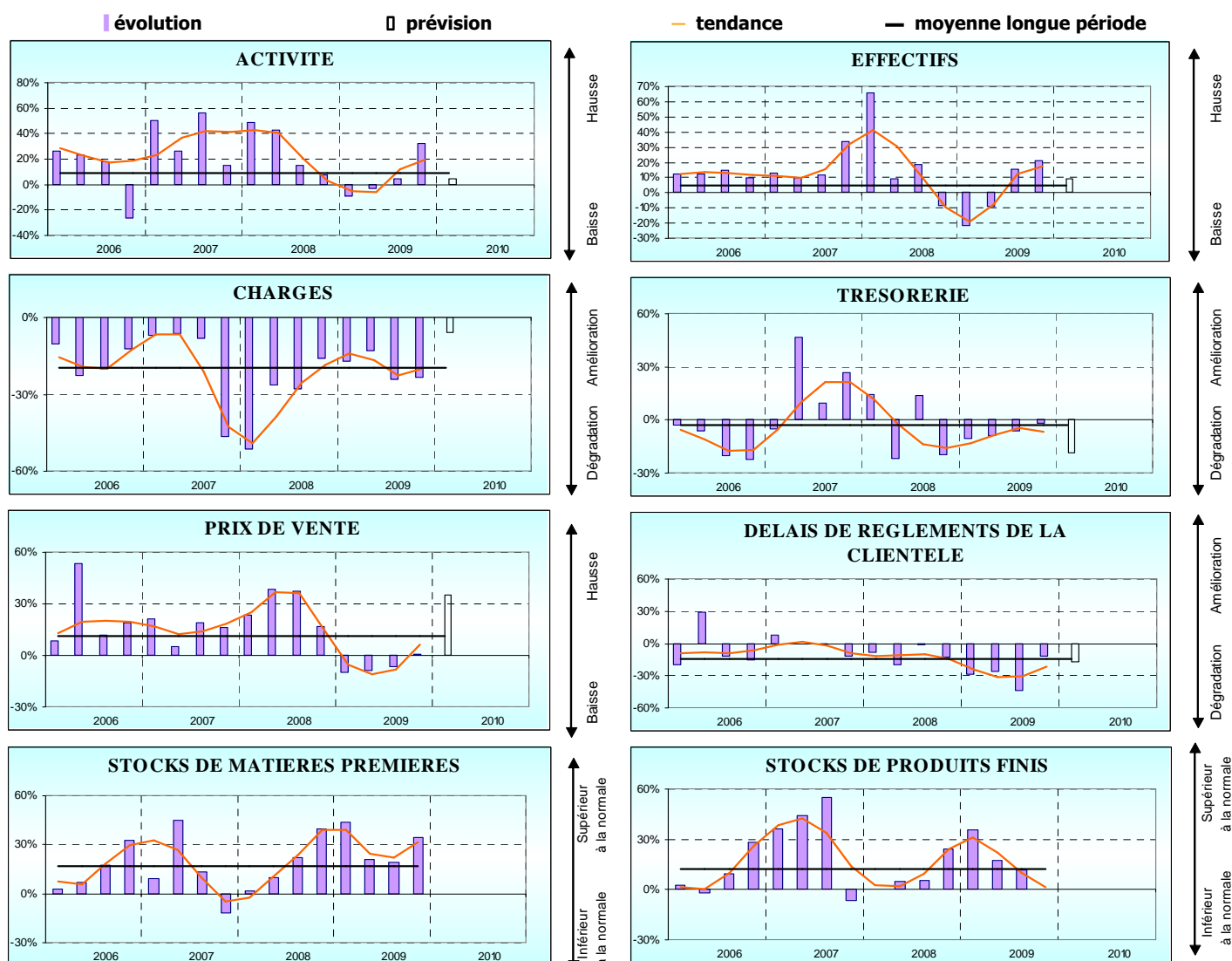
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

### 4-3 Industries

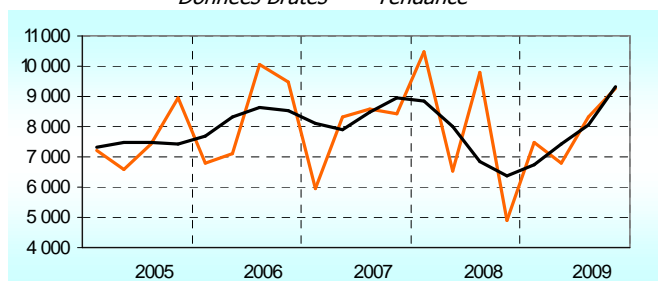
## Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries au 31 décembre 2009



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

### Importations de céréales (en tonnes) (y compris pour l'alimentation animale)

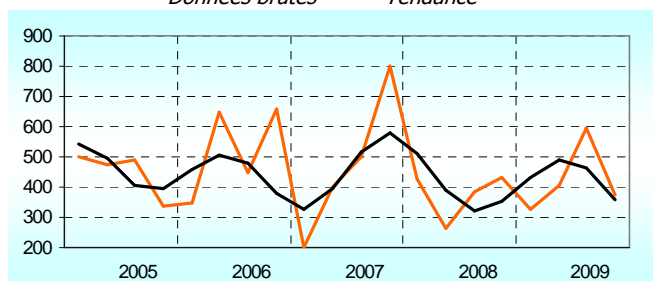
Données Brutes — Tendence —



Sources : Services des Douanes, ISEE

### Importations de lait en poudre (en tonnes)

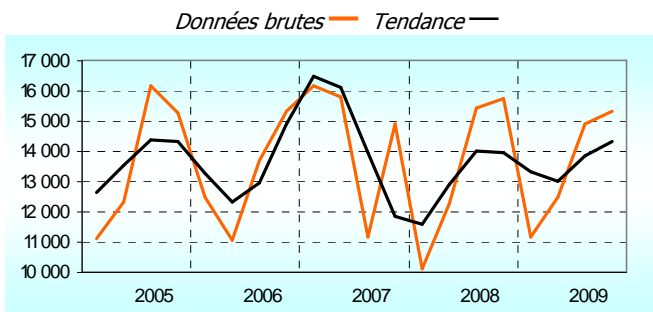
Données brutes — Tendence —



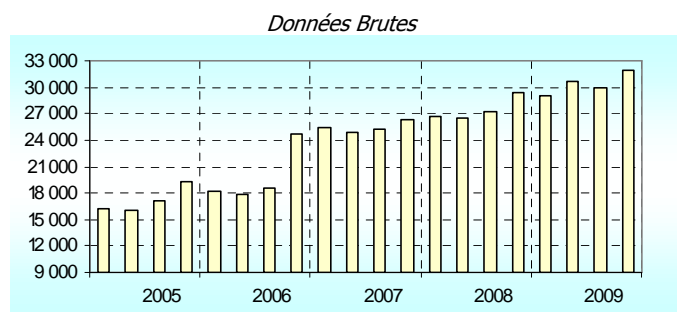
Sources : Services des Douanes, ISEE

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES</b>						
Céréales (en tonnes)	8 309	9 277	+ 11,7%	31 660	31 891	+ 0,7%
Lait en poudre (en tonnes)	592	371	- 37,3%	1 499	1 694	+ 13,0%

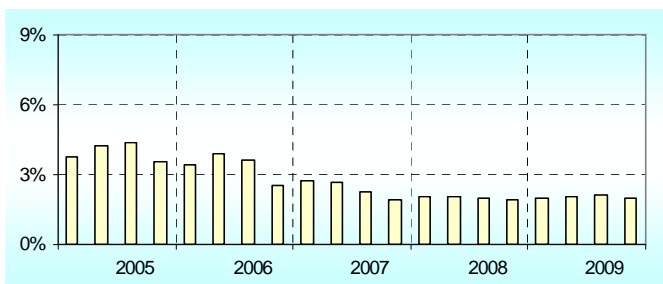
Sources : Service des Douanes, ISEE

**Importations de métaux** (en tonnes)

Sources : Service des douanes, ISEE

**Secteur « Industries diverses »**(hors mines et métallurgie)  
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)\*

Source : IEOM

**Secteur « Industries diverses »** (Hors mines)  
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)

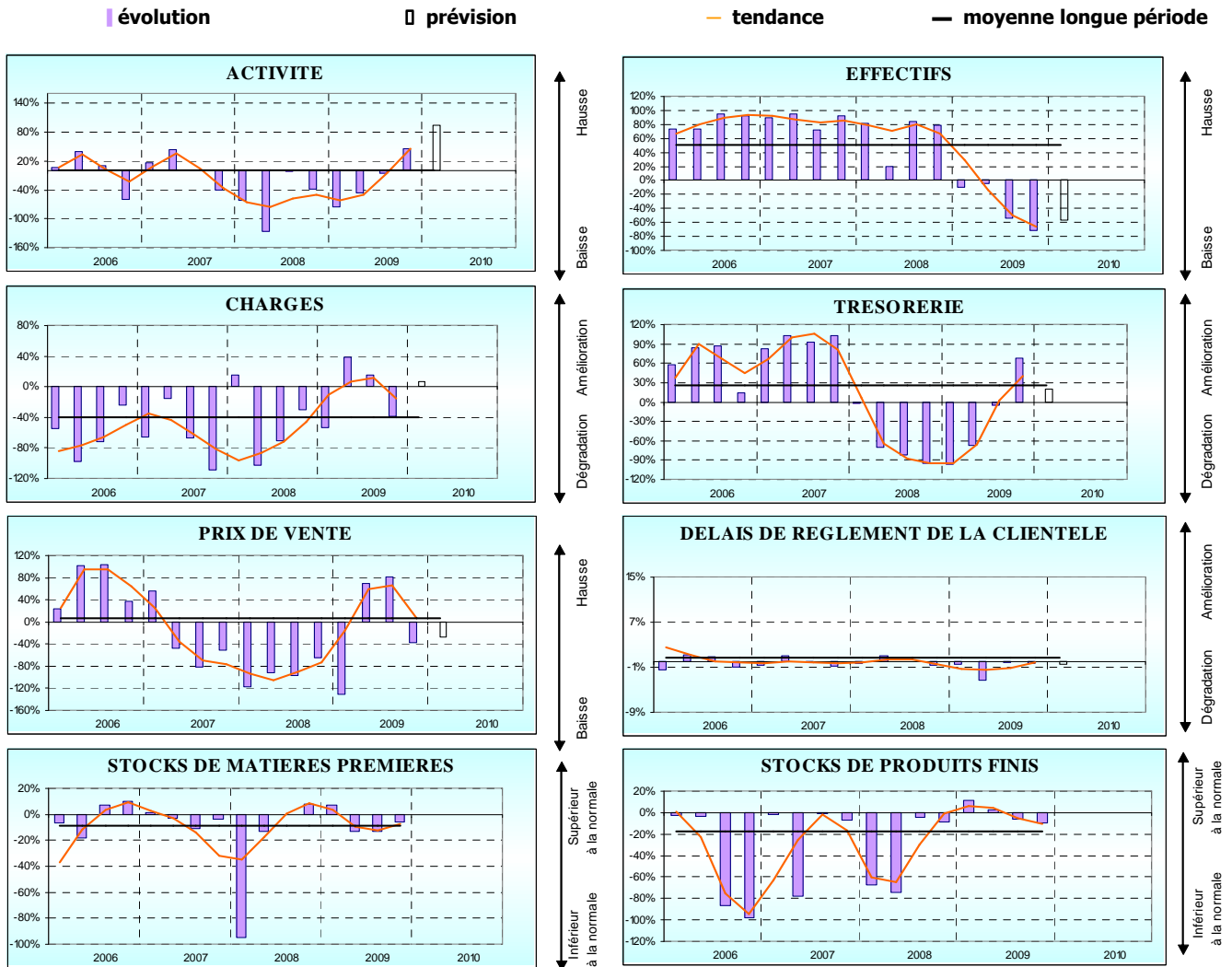
Source : IEOM

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>INDUSTRIES DIVERSES</b>						
<b>Importations de métaux (en millions de F CFP)</b>	2 718	2 688	- 1,1%	10 781	9 953	- 7,7%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
<b>Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)</b>	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	29 869	31 903	+ 6,8%	29 334	31 903	+ 8,8%

Sources : Service des Douanes, IEOM

## 4-4 Industries minières et métallurgiques

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie » au 31 décembre 2009

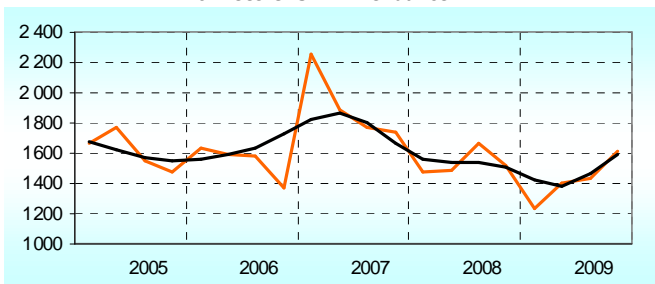


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

### Production de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendence —

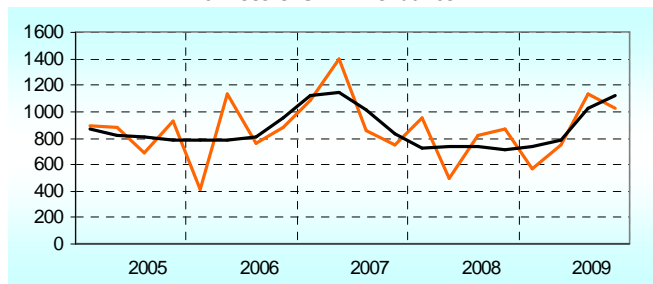


Source : Service des Mines

### Exportations de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendence —

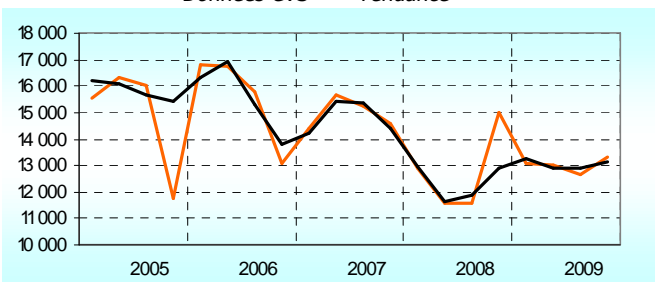


Source : Service des Mines

### Production de produits métallurgiques

(en tonnes de métal contenu)

Données CVS — Tendence —

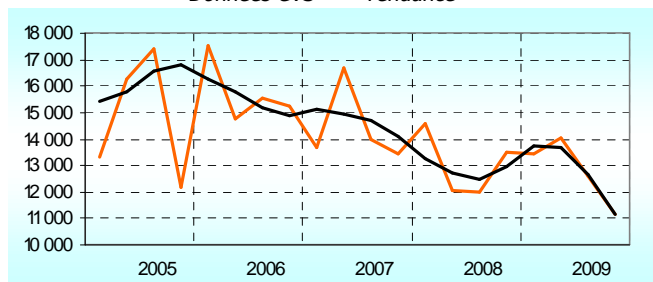


Source : Service des Mines

### Exportations de produits métallurgiques

(en tonnes de métal contenu)

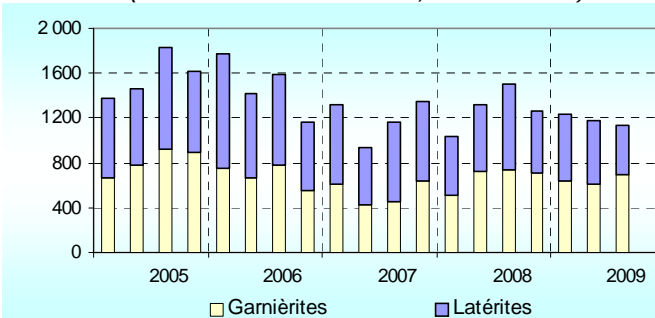
Données CVS — Tendence —



Source : Service des Mines

### Stock de minerai en bord de mer

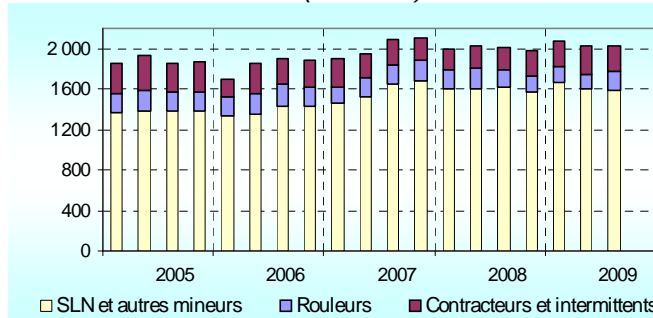
(en milliers de tonnes humides, fin de trimestre)



Source : Service des Mines

### Emploi sur mines

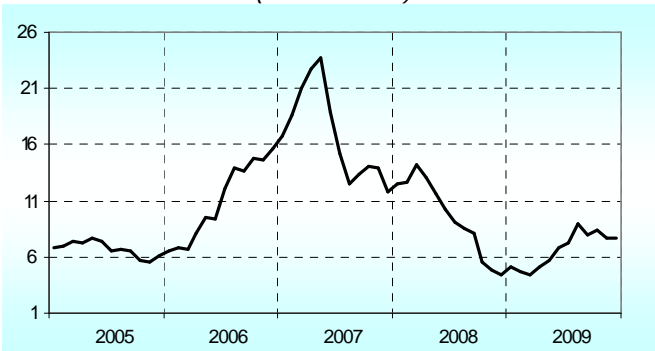
(en nombre)



Source : Service des Mines

### Prix du nickel au LME en moyenne mensuelle

(En USD la livre)



Source : LME

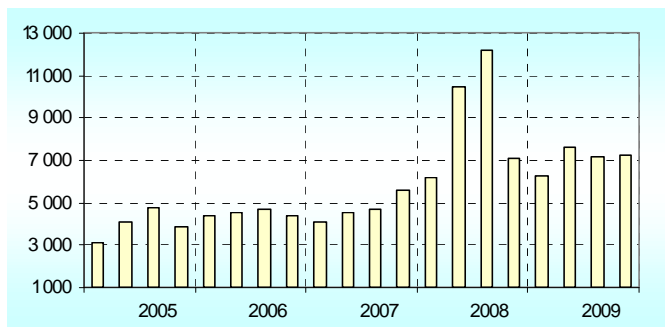
### Cours du dollar US / F CFP

(moyenne mensuelle)



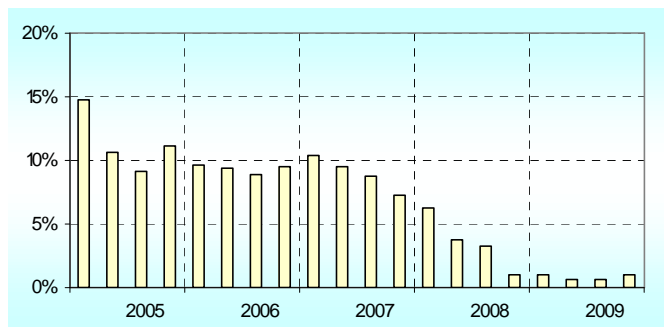
Source : Banque de France

**Secteur « Mines et métallurgie »**  
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)  
Données Brutes



Source : IEOM

**Secteur « Mines et métallurgie »**  
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

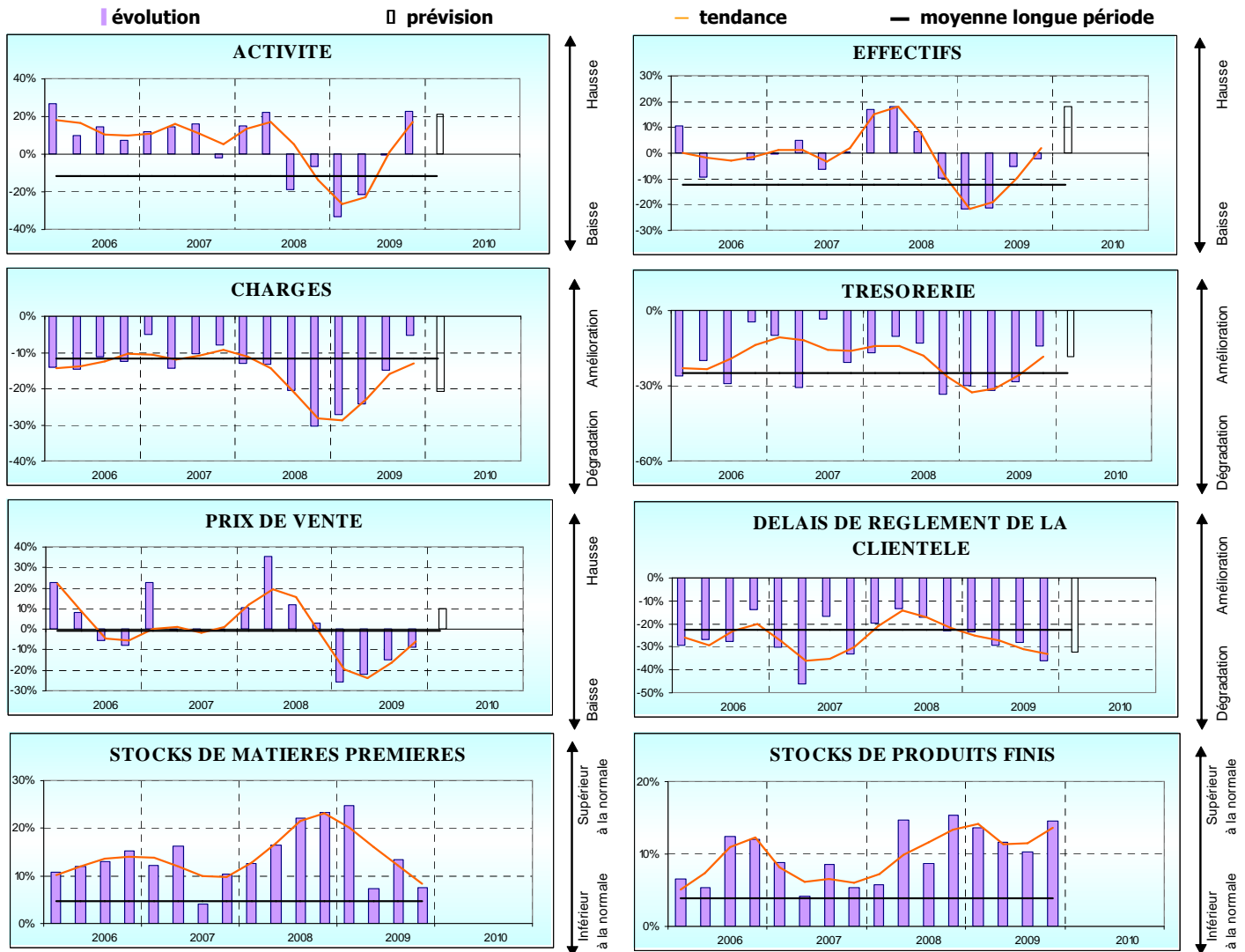
	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Moyenne 2008	Moyenne 2009	Variation
<b>Prix du minerai de nickel (Source : LME)</b>						
<b>London Metal Exchange</b>						
Cours moyen en USD la livre au comptant (*)	8,0	7,9	- 1,0%	9,6	6,6	- 30,6%
Cours du nickel au LME en F CFP/livre (*)	669	642	- 4,1%	765	564	- 26,3%
	Moyenne 3e trim. 2009	Moyenne 4e trim. 2009	Variation	Moyenne 4e trim. 2008	Moyenne 4e trim. 2009	Variation
<b>Stocks mondiaux de nickel (tonnes)</b>	111 702	134 560	+ 20,5%	62 532	134 560	+ 115,2%
	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>MINÉRAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)</b>						
<b>Production : en milliers de tonnes humides (1)</b>						
Saprolites	1 568	1 781	+ 13,6%	6 172	5 740	- 7,0%
Latérites	1 080	1 206	+ 11,7%	4 689	4 302	- 8,3%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	488	575	+ 17,9%	1 483	1 438	- 3,0%
<b>Exportations : en milliers de tonnes humides (2)</b>						
Saprolites	1 048	1 312	+ 25,1%	3 100	3 567	+ 15,0%
Latérites	489	765	+ 56,4%	1 276	2 088	+ 63,6%
Part de la production exportée (2)/(1)	560	547	- 2,2%	1 825	1 479	- 18,9%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	66,9%	73,7%	+ 6,8 pts	50,2%	62,1%	+ 12,3 pts
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	3 879	5 361	+ 38,2%	16 973	13 158	- 22,5%
	3 700	4 086	+ 10,4%	5 475	3 689	- 32,6%
<b>MÉTALLURGIE (Source : Service des Mines)</b>						
<b>Production (en tonnes de nickel contenu)</b>						
Mattes	12 435	13 400	+ 7,8%	51 031	52 132	+ 2,2%
Ferronickels	4 653	2 808	- 39,7%	13 564	13 902	+ 2,5%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	7 783	10 592	+ 36,1%	37 467	38 230	+ 2,0%
Mattes	12 777	11 550	- 9,6%	52 195	51 029	- 2,2%
Ferronickels	4 840	2 452	- 49,3%	13 646	14 195	+ 4,0%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	7 937	9 098	+ 14,6%	38 549	36 834	- 4,4%
Mattes	13 856	14 730	+ 6,3%	83 278	59 371	- 28,7%
Ferronickels	4 542	2 541	- 44,1%	17 612	18 381	+ 4,4%
	9 314	12 189	+ 30,9%	65 666	40 990	- 37,6%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours des crédits du secteur (en millions de F CFP)	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	7 130	7 222	+ 1,3%	7 063	7 222	+ 2,3%

Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM

(\*) moyenne arithmétique du cours moyen mensuel

## 4-5 Bâtiment et travaux publics

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics » au 31 décembre 2009

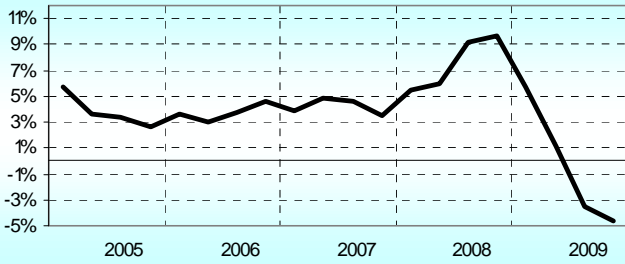


	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)</b>						
Ventes de ciment (en tonnes)	35 216	34 179	-2,9%	139 523	138 662	-0,6%
<b>Importations maritimes de matériaux de construction (en tonnes) :</b>						
. Ciment	26	51	95,1%	2 415	1 717	-28,9%
. Clinker	16 080	21 000	30,6%	105 660	91 080	-13,8%
<b>EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)</b>						
Effectifs du BTP (stock en fin de période)	juin-2009	sept-2009	Variation	sept-2008	sept-2009	Variation
	8 582	8 562	-0,2%	8 494	8 562	+0,8%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	21 623	22 274	+3,0%	20 167	22 274	+10,4%
Encours global des crédits à la construction (en millions de F CFP)	79 611	91 741	+15,2%	66 089	91 741	+38,8%

Sources : ISEE, IEOM

**Index B.T. 21**

— Glissement annuel (en %)

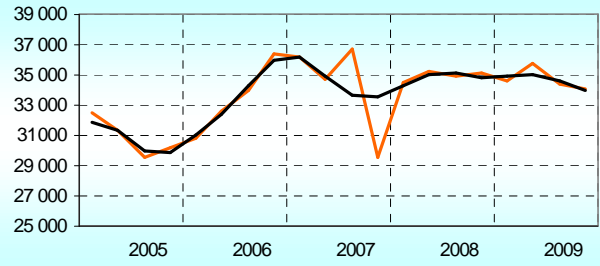


Source : ISEE

**Ventes de ciment**

(en tonnes)

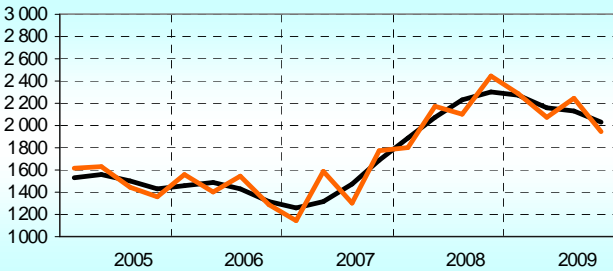
Données CVS — Tendence —



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

**Importation de plâtre et matériaux en plâtre**  
(en tonnes)

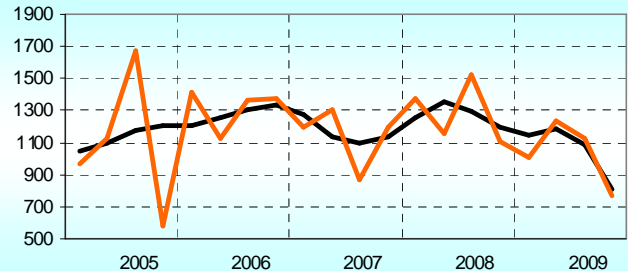
Données CVS — Tendence —



Source : ISEE, Douanes

**Importation de tôle pour couverture**  
(en tonnes)

Données CVS — Tendence —

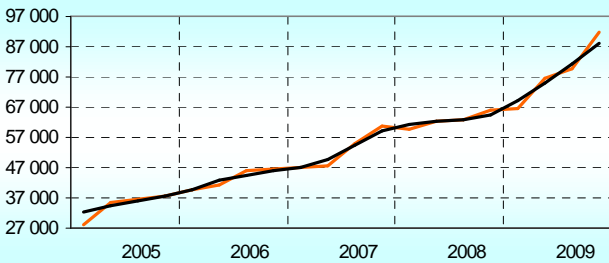


Source : ISEE, Douanes

**Encours bancaires des crédits à la construction des entreprises**

(toutes zones en millions de F CFP)

Données CVS — Tendence —

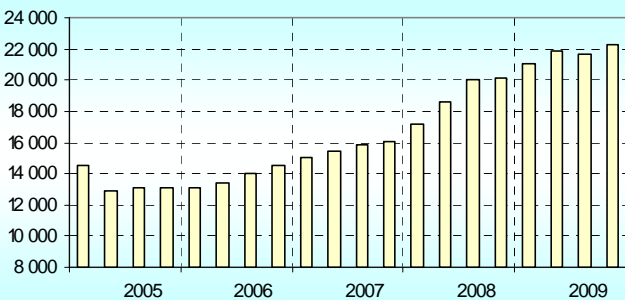


Source : IEOM

**Secteur « Bâtiment et travaux publics »**

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

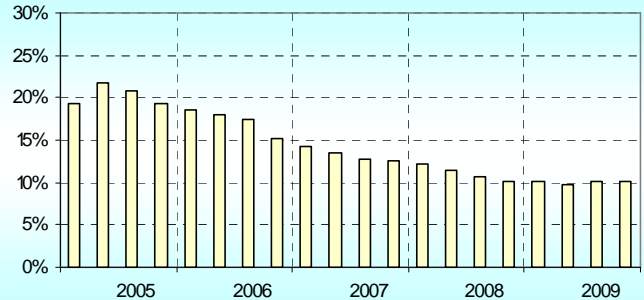
Données Brutes



Source : IEOM

**Secteur « Bâtiment et travaux publics »**

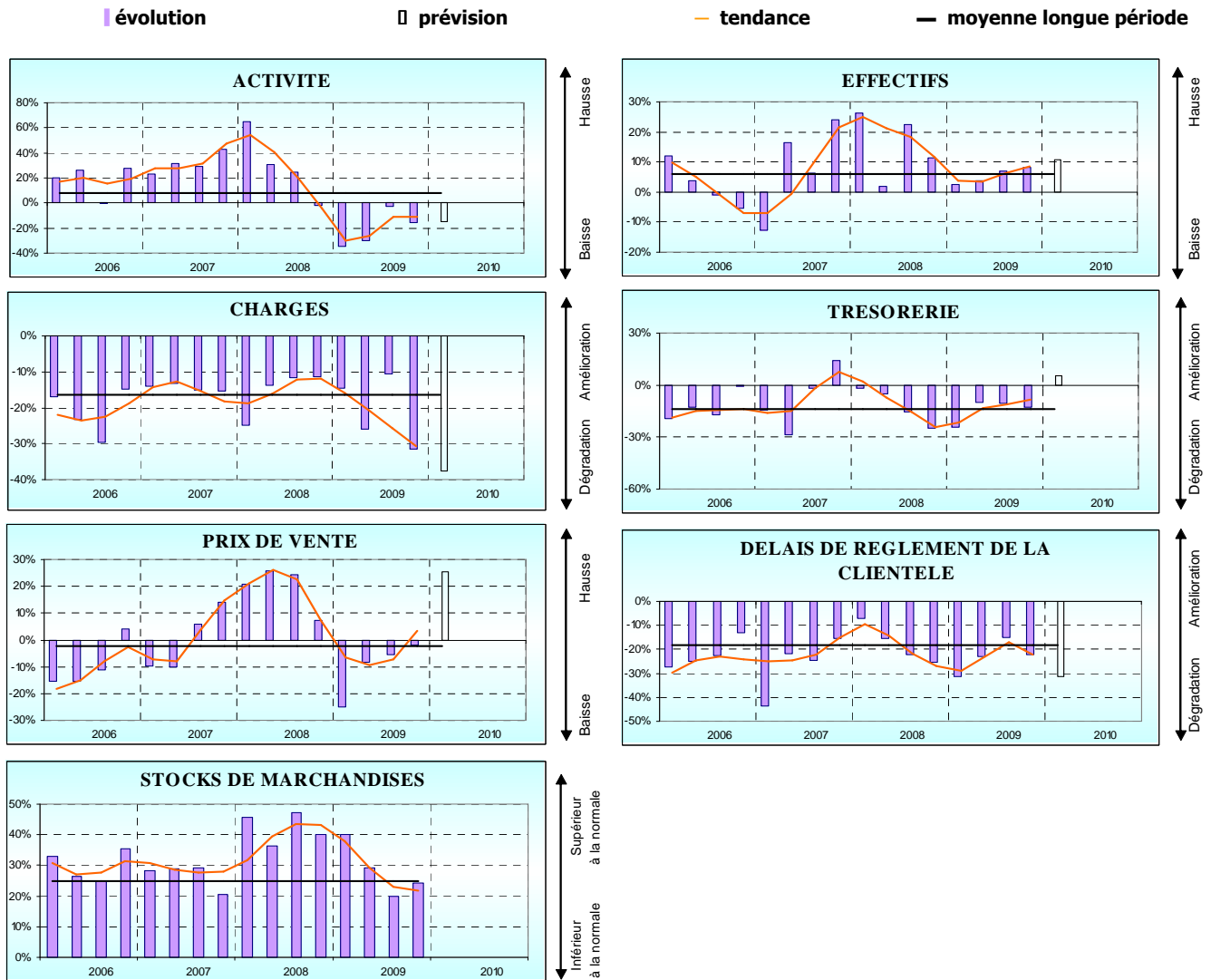
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

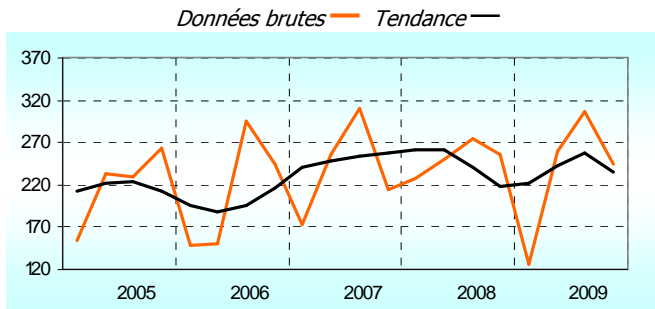
## 4-6 Commerce

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce » au 31 décembre 2009



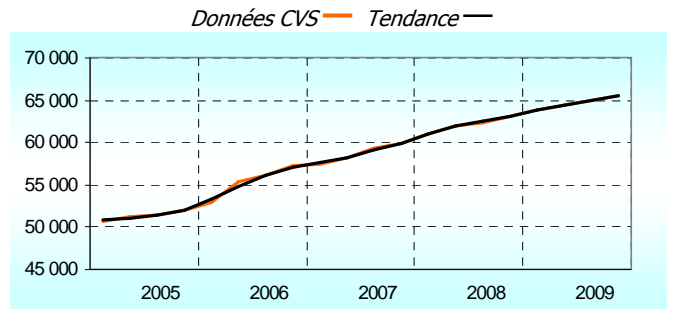
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

**Importations de textile (en tonnes)**



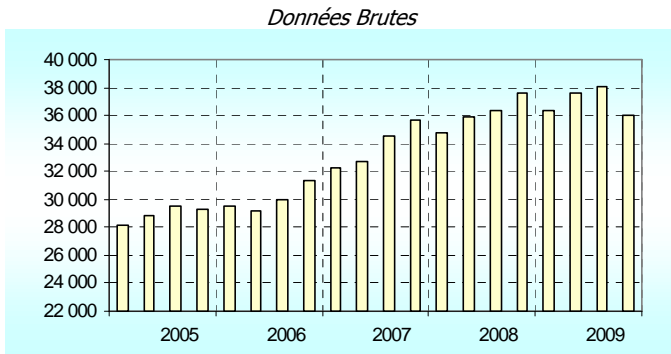
Sources : Service des Douanes, ISEE

**Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)**



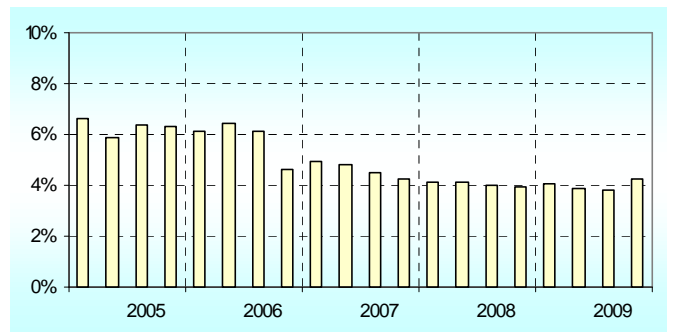
Source : IEOM

**Secteur « Commerce »**  
(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)



Source : IEOM

**Secteur « Commerce »**  
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



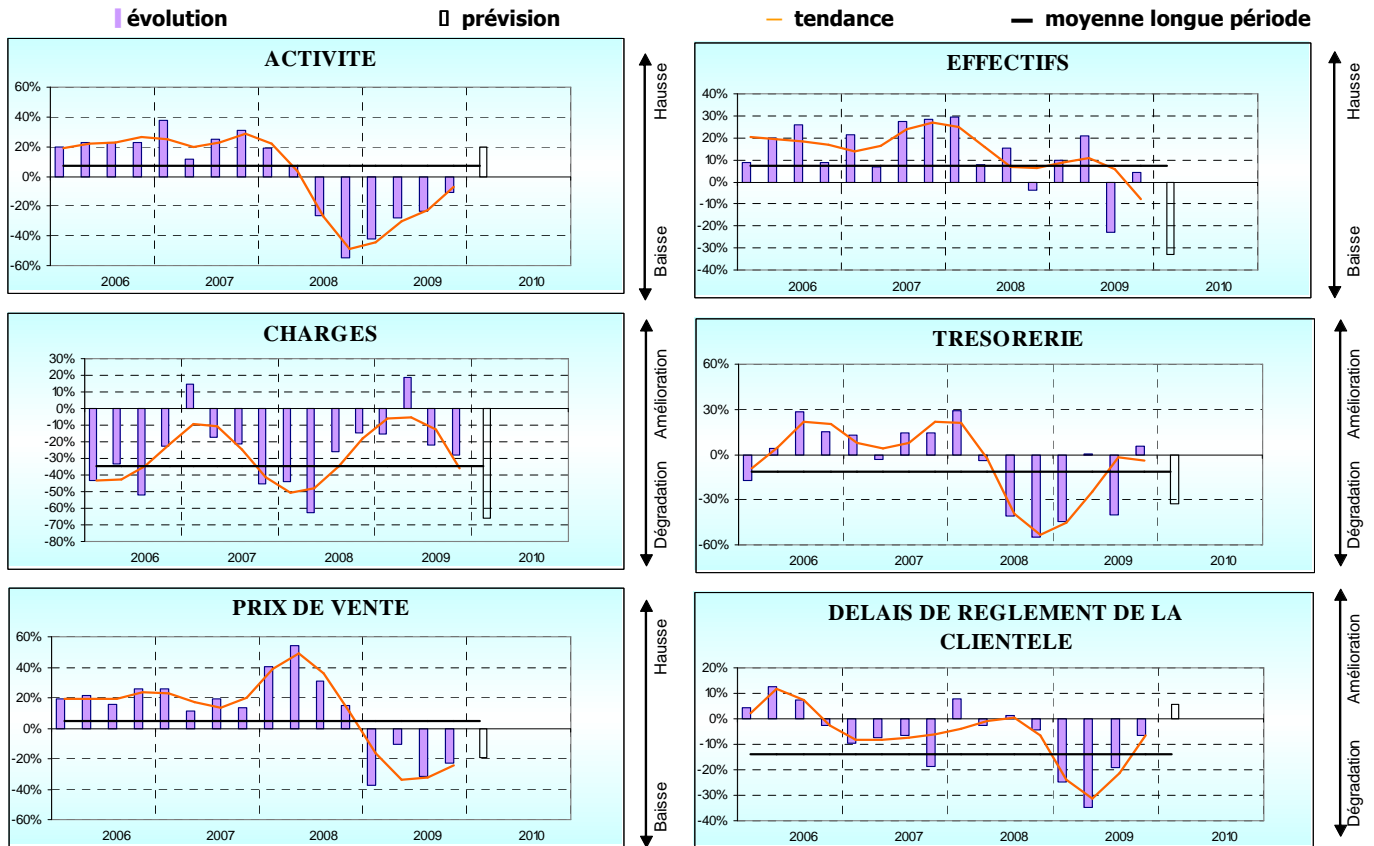
Source : IEOM

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>COMMERCE</b>						
importations de textiles (en tonnes)	306	245	- 20,2%	1 005	937	- 6,7%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	38 047	36 018	- 5,3%	37 617	36 018	- 4,3%

Sources : Service des Douanes, ISEE, IEOM

## 4-7 Hôtellerie - Tourisme

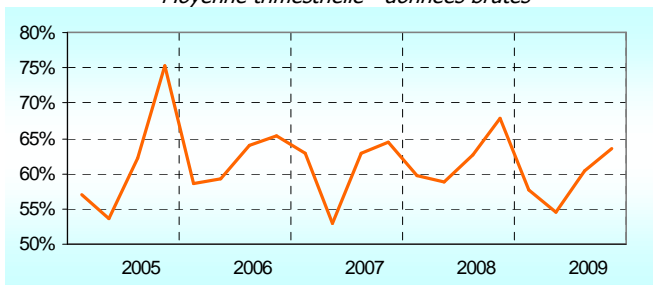
### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme » au 31 décembre 2009



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

#### Taux d'occupation des chambres

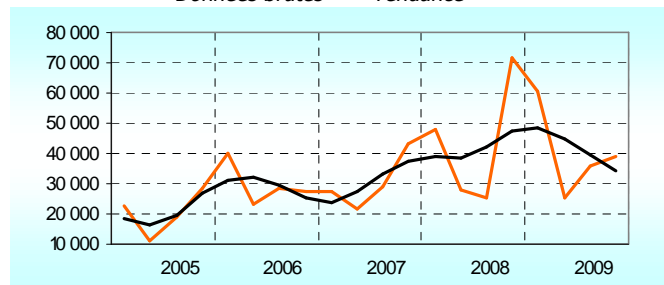
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

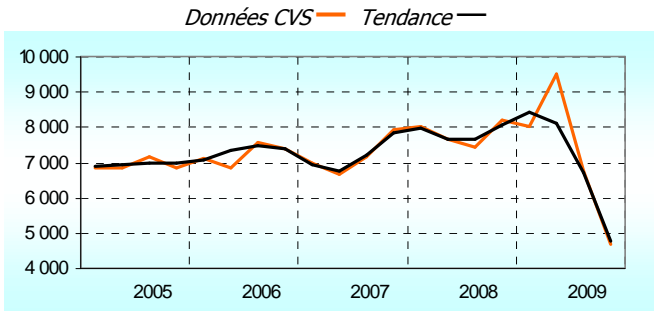
#### Nombre de croisiéristes

Données brutes — Tendence



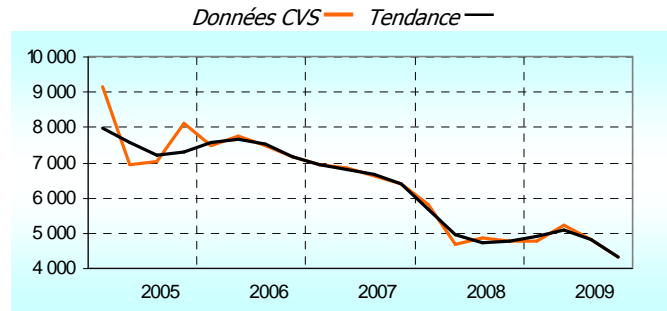
Source : ISEE

### Nombre de touristes français



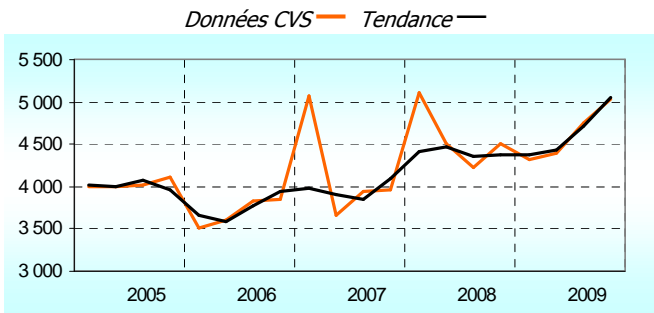
Source : ISEE

### Nombre de touristes japonais



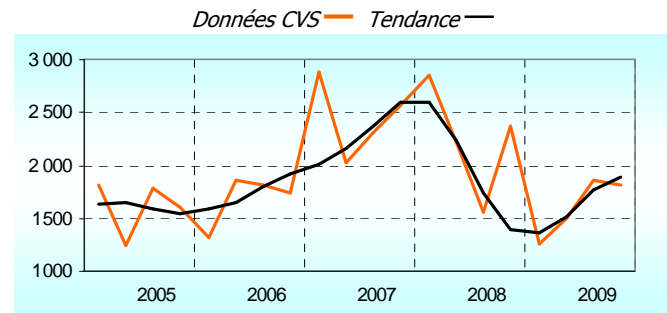
Source : ISEE

### Nombre de touristes australiens



Source : ISEE

### Nombre de touristes néo-zélandais

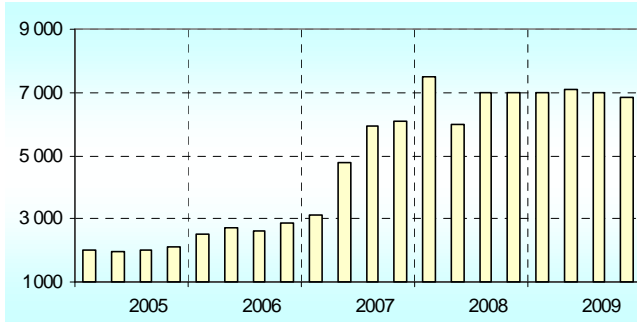


Source : ISEE

### Secteur « Hôtellerie »

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

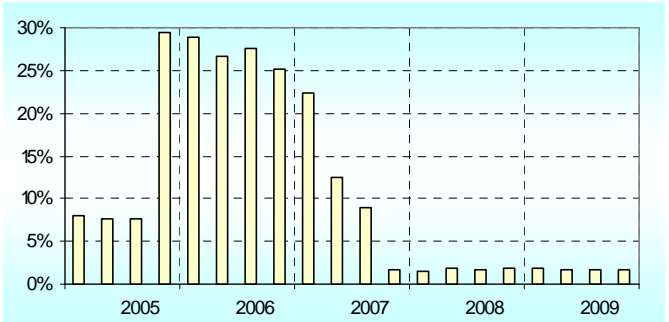
Données Brutes



Source : IEOM

### Secteur « Hôtellerie »

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



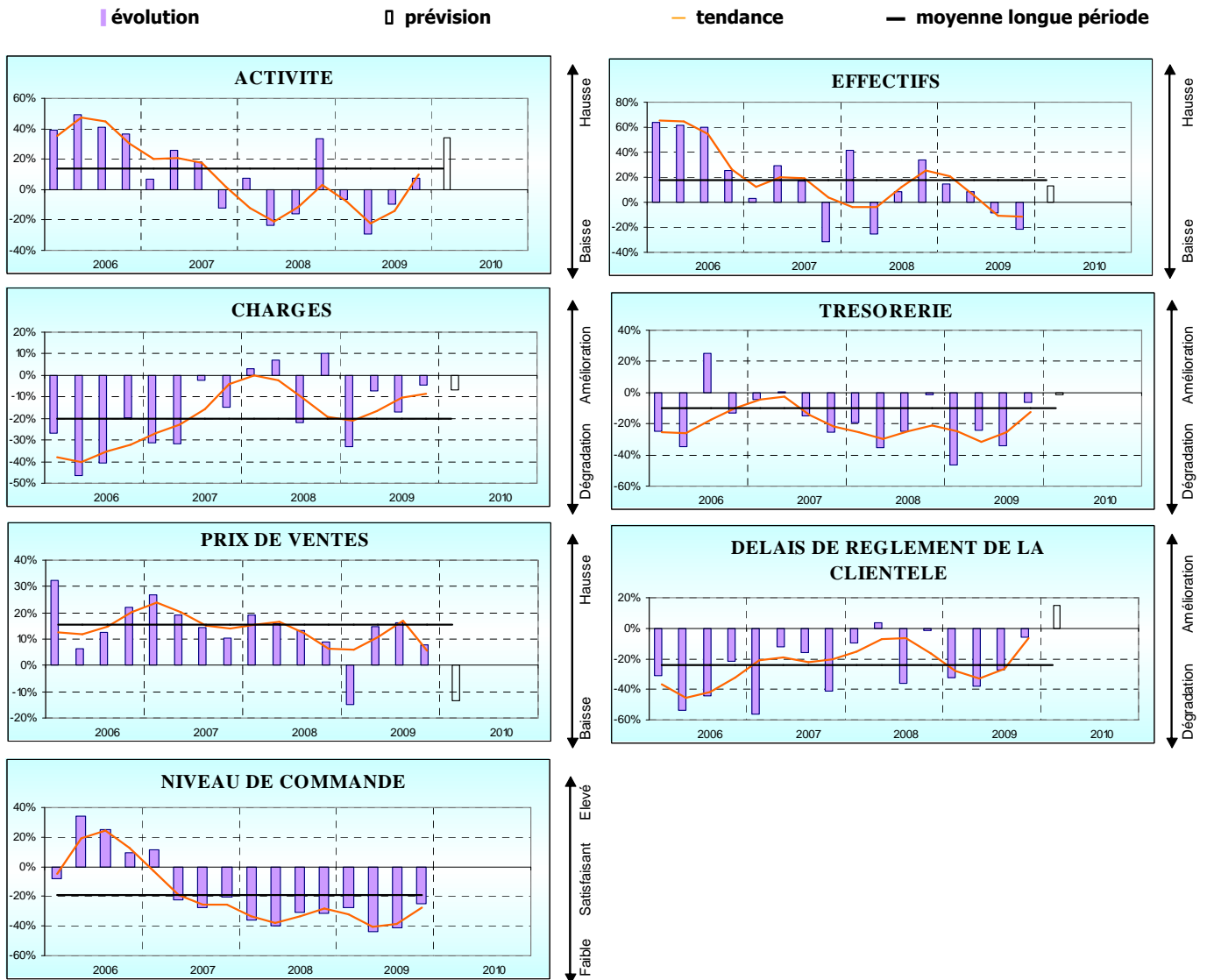
Source : IEOM

	3e trim. 2009	4e trim. 2009	Variation	Cumul 2008	Cumul 2009	Variation
<b>TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES ET NUITÉES (Source : Syndicat des hôteliers)</b>						
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	60,4%	63,5%	- 3,1 pt	62,3%	59,0%	- 3,3 pts
Nombre de nuitées	144 385	137 136	- 5,0%	615 408	569 041	- 7,5%
<b>DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)</b>						
<b>Tourisme de séjour</b>						
Nombre de touristes	26 497	26 598	+ 0,4%	103 672	99 379	- 4,1%
Touristes français	6 722	6 356	- 5,4%	31 474	27 335	- 13,2%
Touristes japonais	5 342	4 584	- 14,2%	20 225	18 926	- 6,4%
Touristes australiens	5 109	5 324	+ 4,2%	18 185	18 567	+ 2,1%
Touristes néo-zélandais	2 579	1 737	- 32,6%	8 424	6 651	- 21,0%
Touristes divers	6 745	8 597	+ 27,5%	25 364	27 900	+ 10,0%
<b>Tourisme de croisière</b>						
Nombre de croisiéristes	31 732	33 140	+ 4,4%	152 250	131 231	- 13,8%
Nombre d'escales de navires	17	19	+ 11,8%	89	79	- 11,2%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours bancaires des crédits du secteur (en millions de F CFP)	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	6 985	6 839	- 2,1%	6 972	6 839	- 1,9%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)</b>						
Encours bancaires des crédits des services	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	153 989	161 439	+ 4,8%	148 332	161 439	+ 8,8%
Encours bancaires des crédits des transports et télécommunications	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
	14 841	15 671	+ 5,6%	14 059	15 671	+ 11,5%

Source : ISEE, IEOM

## 4-8 Services aux entreprises

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises » au 31 décembre 2009

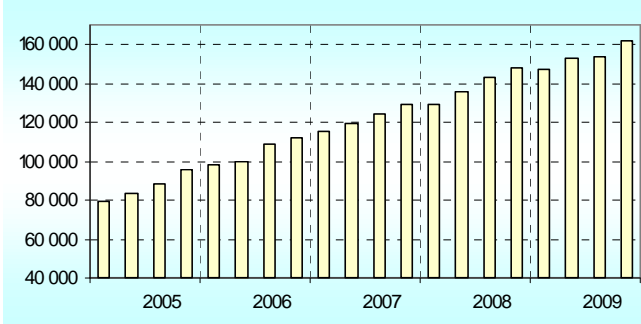


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

**Services**

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

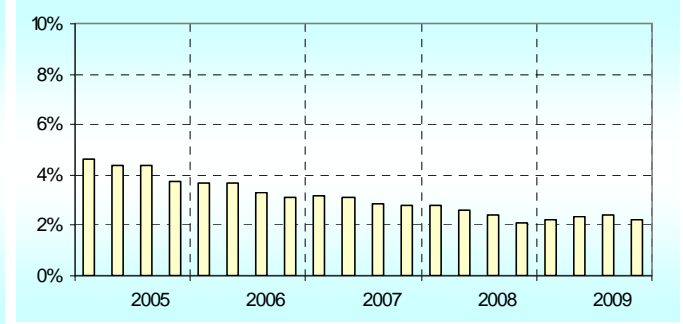
Données Brutes



Source : IEOM

**Services**

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)

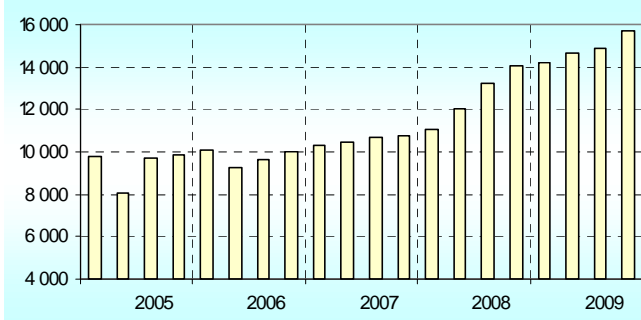


Source : IEOM

**Transport et Télécommunications**

(encours bancaire des crédits en millions de F CFP)

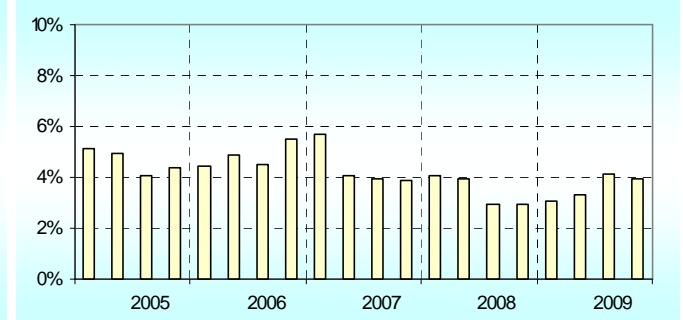
Données Brutes



Source : IEOM

**Transport et Télécommunications**

(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

**CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)**

	sept-2009	déc-2009	Variation	déc-2008	déc-2009	Variation
Encours bancaires des crédits des services	153 989	161 439	+ 4,8%	148 332	161 439	+ 8,8%
Encours bancaires des crédits des transports et télécommunications	14 841	15 671	+ 5,6%	14 059	15 671	+ 11,5%

Source : IEOM

## Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

**Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.**

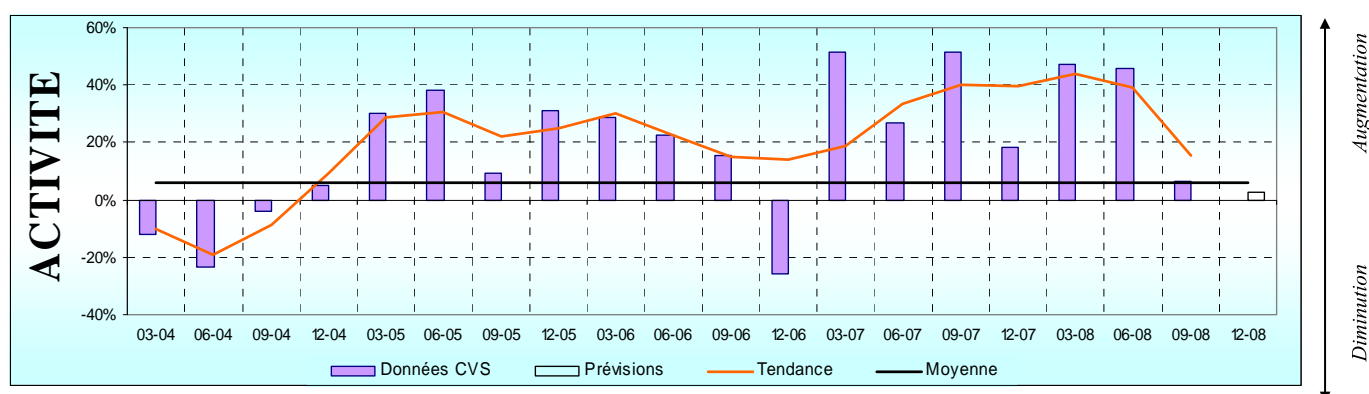
### Interprétation des soldes d'opinion

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2008 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

*Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écartier ou à se rapprocher de la stabilité.*

*Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.*

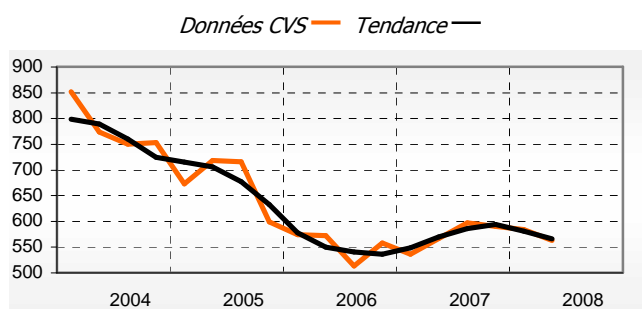


## Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

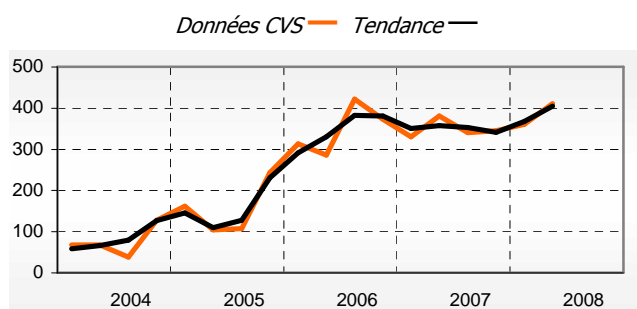
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

### Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

### Importations de viande bovine (en tonnes)

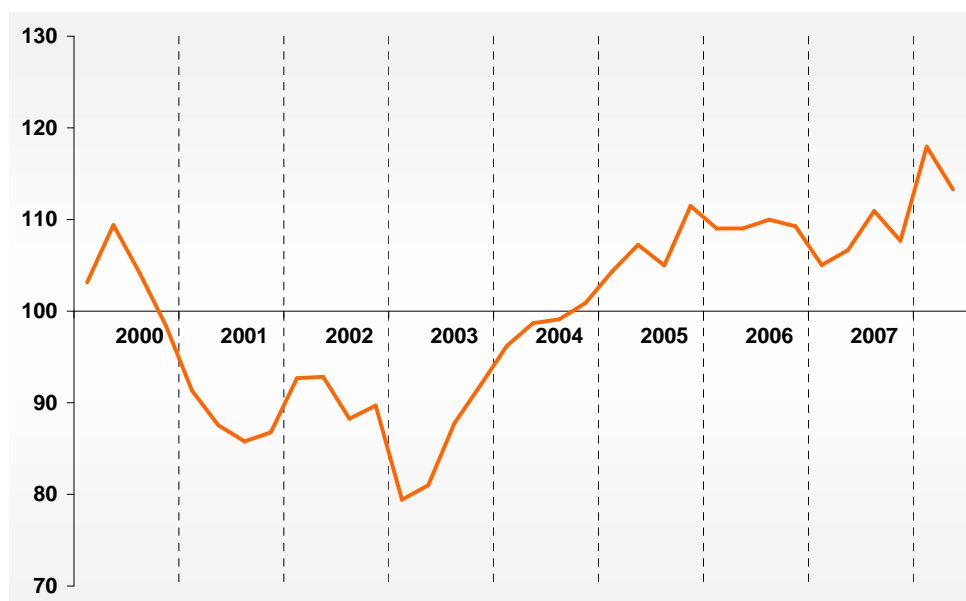


Source : Service des Douanes

## Indicateur synthétique du climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture.

L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.



Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer le 11 mars 2010  
Dépôt légal : mars 2010 n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
e-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)

## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [ieomwf@mail.wf](mailto:ieomwf@mail.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03